

a contrario

Éditorial

RICCARDO BOCCO et DANIEL MEIER
Penser la notion de frontière au Moyen-Orient

Articles

MYRIAM ABABSA
*Frontières de développement en Syrie.
L'adaptation du projet ba`thiste aux logiques tribales
dans le front pionnier de la Jazîra*

IRÈNE MAFFI
*La fabrication des frontières nationales
dans les manuels scolaires jordaniens*

OLIVIER CLOCHARD et MOHAMMED KAMEL DORAÏ
*Aux frontières de l'asile : les réfugiés non palestiniens
au Liban*

PASCAL DE CROUSAZ
*Le facteur démographique dans la détermination
par Israël de ses frontières avec les Palestiniens*

EMANUELA TREVISAN-SEMI
*La traversée des frontières entre Israël et la Palestine :
de la métaphore littéraire au militantisme*

PHILIPPE DROZ-VINCENT
*Du 11 septembre 2001 à la guerre en Irak :
les « nouvelles frontières » du Moyen-Orient*

Document

MOHAMMED-MAHMOUD OULD MOHAMEDOU
Al-Qaida : une guerre non linéaire

ISBN 2-940146-69-1

ISSN 1660-7880-53



a contrario

Vol. 3 - N° 2

ANTIPODES

a contrario

REVUE INTERDISCIPLINAIRE DE SCIENCES SOCIALES Vol. 3 - N° 2

Numéro spécial :
Frontières au Moyen-Orient

Sous la direction de
Riccardo Bocco et Daniel Meier

ANTIPODES

Al-Qaida : une guerre non linéaire

MOHAMMED-MAHMOUD OULD MOHAMEDOU

130

Cet article est à l'origine un «research paper» écrit par le professeur Ould Mohamedou à la fin du printemps 2005 au sein du programme Humanitarian Policy and Conflict Research (HPCR). Ce programme, abrité par l'Université de Harvard et conçu avec le soutien du Département des affaires étrangères suisse et le bureau exécutif du secrétariat général des Nations Unies, a pour objectif l'analyse, le conseil et la prévention des conflits. Ce cadre spécifique de travail explique en partie l'angle d'attaque interdisciplinaire que l'auteur a choisi pour rendre compte de la confrontation entre al-Qaida et les États-Unis. La rareté des textes analytiques sérieux publiés en langue française sur le sujet a convaincu les coordinateurs de ce numéro thématique de proposer aux lecteurs francophones une traduction inédite de ce texte. Nos plus vifs remerciements vont au professeur Mahmoud Ould Mohamedou et à son assistant Cillian Nolan qui ont facilité la correction du manuscrit en français.

I. Un contexte modifié: nouveau paradigme et nouveaux acteurs

L'après-guerre froide a été marqué par une rupture dans la réglementation internationale régissant le recours à la force. Malgré le potentiel dévastateur des armes nucléaires, la Guerre froide avait la vertu de réguler le flux de violence¹. Elle constituait un déploiement tangible de forces antinomiques dont le déclin a conduit, en particulier, à la transformation de la façon dont la conflictualité est canalisée, organisée et argumentée. «Au commencement de la Guerre froide, ce régime a insisté sur l'inviolabilité des obligations du droit international, conformément au dicton *pacta sunt servanda* (les traités lient). Les dix dernières années de ce conflit, il y a eu un soutien grandissant en faveur de la doctrine légale *rebus sic stantibus* (pour autant que les choses restent ainsi) qui aurait résilié ces accords si les conditions au moment de la signature n'avaient plus été réunies.»²

131

Cette manière de penser a inauguré une période propice à l'émergence d'un monde interdépendant et multiculturel où évoluent des acteurs transnationaux émancipés. La scène internationale, jusque-là dans une impasse, en a été transformée. Le changement a pris la forme d'un nouveau paradigme dont le présupposé était que si l'action étatique pouvait être modifiée, celle d'un acteur paraétatique pouvait l'être également. Dans ces conditions, al-Qaïda naissait selon une norme systémique moderne et un standard d'organisation politique armée.

Récemment, le monde a émergé de la période qui a directement suivi le 11 septembre et des guerres de 2001 à 2003 en Afghanistan et en Irak, pour entrer dans un processus plus long, l'«après-11 septembre» dont les caractéristiques sont au nombre de quatre:

- la transformation des éléments spatiaux et temporels du conflit;
- le changement de l'identité des belligérants;
- l'élargissement de la nature des cibles (intégrant dès lors des symboles politiques, sociaux et culturels);
- la systématisation d'une guerre asymétrique et privatisée (exprimée dans la formulation «notre sécurité dépend de l'insécurité que nous vous faisons subir»).

Un nouveau paradigme de conflit

Initialement, la nature du conflit simultanément né et révélé en septembre 2001 était nébuleuse, investissant ainsi l'événement d'un caractère exceptionnel et autorisant une

¹ Emran Qureshi et Michael A. Sells (eds), *The New Crusades - Constructing the Muslim Enemy*, New York: Columbia University Press, 2003, p. 11.

² David Jablonsky, *Paradigm lost? Transitions and the Search for a New World Order*, Westport, Connecticut: Praeger, 1995, p. 55.

Tableau 1 – Le contexte de guerre de l’après-11 septembre 2001

<i>Paradigme traditionnel de conflit</i>	<i>Nouveau paradigme de conflit</i>
<i>Moment ponctuel et lieu précis</i> <i>Rencontre sur un champ de bataille</i>	<i>Élargissement de la dimension spatiale</i> <i>Espace géographique indéterminé du théâtre des opérations</i>
<i>Séquence temporelle circonscrite</i> <i>Début et fin reconnaissables d’engagement</i>	<i>Transformation de l’élément temporel</i> <i>Multiplicité simultanée des points d’interrogation; accélération et ralentissement concomitants de l’engagement</i>
<i>Acteurs bien définis</i> <i>Soldats (agents étatiques), population civile</i>	<i>Mutation de l’identité des belligérants</i> <i>Effacement des catégories combattants/civils</i>
<i>Armée contre armée</i> <i>Cibles militaires, siège, proportionnalité</i>	<i>Extension de la nature des cibles</i> <i>Fusion croissante des cibles militaires et civiles</i>
<i>Armement traditionnel</i> <i>Usage ciblé de force cinétique</i>	<i>Systématisation de la guerre asymétrique</i> <i>Expansion des zones de combat; utilisation militaire d’équipements civils</i>

132

interprétation empreinte d’exceptionnalisme et ouverte à de nouveaux développements. Pour le dire simplement, deux écoles sont venues apporter des réponses différentes à la question de savoir si le droit humanitaire international était pertinent pour la « guerre contre la terreur ». L’une a argué du fait que le monde avait changé, qu’il y avait un nouveau cadre limitant l’application des Conventions de Genève (1949), tandis que l’autre a maintenu que le terrorisme à grande échelle n’était pas chose nouvelle et qu’un phénomène de plus grande ampleur n’impliquait pas un changement de paradigme.

La reconnaissance, même limitée, de la dimension exceptionnelle d’al-Qaida indique cependant un réel changement de paradigme du conflit stato-centré. Plus encore, un tel changement est conçu, réalisé et consciemment pensé par al-Qaida elle-même. Ainsi, « concevoir al-Qaida comme un groupe terroriste traditionnel qui, à ce titre, peut être éliminé de manière conventionnelle »³ est une analyse qui ne tient pas longtemps face à l’évaluation des faits et à l’impact du groupe sur la manière de mener la guerre en ce début de XXI^e siècle.

Le conflit actuel entre al-Qaida et les États-Unis illustre avec acuité l’évolution de la guerre à trois égards. Premièrement, afin de compenser la disparité de capacité militaire logistique, un acteur non étatique, partie prenante à un conflit internatio-

nal, a cherché à élargir la plate-forme de combat, en considérant la disparité des forces non comme une contrainte mais comme une opportunité. Cet acteur

³ Jason Burke, *Al Qaeda - Casting a Shadow of Terror*, London: I. B. Tauris, 2003, p. 17.

paraétatique se positionne lui-même en différents points du continuum du pouvoir. De surcroît, comme elle ne fonctionne plus sur le plan de l'avantage qualitatif, cette disparité implique le développement de la panoplie mise à la disposition d'al-Qaida qui, loin de se limiter simplement au terrorisme, offre une gamme complète de forces cinétiques visant à influencer sur les actes de son ennemi.

Cette guerre d'une nouvelle génération est désignée comme asymétrique. William S. Lind explique que «de manière générale, elle se présente comme étant largement dispersée et en grande partie indéfinie; la distinction entre guerre et paix peut être brouillée à l'infini. La guerre sera non linéaire jusqu'à ne plus comporter ni champ de bataille ni front prédéfinis. La distinction entre «civil» et «militaire» peut disparaître: des actions se produiront simultanément chez tous les participants, en y incluant leur société comme une entité culturelle et plus seulement physique.»⁴

133

Le terme d'asymétrie souligne en outre une répugnance à mener des guerres rapides – tendance qui, du *Blitzkrieg* à la campagne *Shock and Awe* («Choquer pour se faire respecter») a été l'approche privilégiée par les États. Cela entraîne, en particulier, un ralentissement systématique dans l'emploi de la violence de la part d'un groupe armé non étatique. Comme l'a souligné Herfried Münkler, «la guerre asymétrique, caractéristique saillante des nouvelles guerres de ces dernières décennies, repose pour une large part sur les différentes vitesses auxquelles les parties adverses se font la guerre l'une contre l'autre: les asymétries de forces sont fondées sur une capacité à l'accélération qui surpasse celle de l'adversaire, alors que les asymétries de faiblesses sont fondées sur la préparation et la capacité à ralentir l'allure de la guerre»⁵. Ce point permet de souligner que la non-linéarité spatio-temporelle de l'engagement sert principalement à prémunir le groupe armé contre sa vulnérabilité liée à une exposition permanente à un gouvernement ennemi fort de sa puissance et de sa légalité.

⁴ William S. Lind et al., «The Changing Face of War: Into the Fourth Generation», *Marine Corps Gazette*, octobre 1989, p. 23. Un autre analyste suggère que la guerre d'al-Qaida utilise un armement de «cinquième génération». Voir Richard Bonney, *Jihad – From Quran to Bin Laden*, New York: Palgrave Macmillan, 2004. Bonney écrit que «ce qui a besoin d'être clairement compris ne concerne pas nécessairement l'innovation technologique, mais la

brutalité (le fait d'être impitoyable) et les effets coûteux (pour le terroriste) qui caractérisent «la guerre de la cinquième génération» [op. cit., p. 376]. De même, le lieutenant-colonel Thomas X. Hammes signale que la raison la plus communément citée pour expliquer le changement de génération de guerre est la technologie. En effet, il note «bien que les changements technologiques ont un impact majeur évident, attribuer les changements de génération de guerre en premier lieu à la

technologie simplifie trop le problème. Les véritables moteurs de ce changement de génération sont des facteurs politiques, sociaux et économiques. Voir «The Evolution of Warfare: the Fourth Generation», *Marine Corps Gazette*, septembre 2004, www.d-n-i.net/fcs/hammes.htm.

⁵ Herfried Münkler, «The Wars of the 21st Century», *International Review of the Red Cross*, Vol. 85, N° 849, mars 2003, p. 9.

De manière similaire, «la règle de proportionnalité et ses interdits sont souvent difficiles à discerner dans la façon dont les conflits asymétriques, et souvent internes, des nouvelles guerres sont menés. Les extrémistes de tous bords sont enclins, comme nous l'avons vu, à envisager l'emploi de toutes sortes de moyens pour assurer le succès de leurs objectifs principaux... Les actes de violence transgressant ce qui est permis dans une guerre sont par conséquent considérés comme des violations des règles de guerre ou simplement comme des crimes... Ceci implique que, si nous avons à discerner la règle de proportionnalité et ses conséquences effectives dans les nouvelles guerres, nous devons être capables de les considérer comme des guerres à proprement parler et non comme de simples irruptions de violence incontrôlée entre des parties en conflit.»⁶

134

En effet, la guerre repose avant tout sur une violence organisée entre unités politiques. Parmi toutes ses nouveautés, loin d'être une aberration ou une anomalie, la guerre d'al-Qaïda est le résultat d'un développement naturel par lequel la faillite perceptible d'États particuliers à agir en faveur de leurs populations et des intérêts de celles-ci a conduit à la naissance d'une entité régionale cherchant à assumer ces responsabilités de défense. Vue sous cet angle, al-Qaïda représente un moyen de contourner l'État et en particulier son monopole de violence légitime.

Deuxièmement, un groupe armé para-étatique, dont la communauté transcende les frontières et les identités nationales, a déclaré la guerre à un État et à ses citoyens, en considérant la guerre comme des représailles contre ce que l'on peut désigner par la notion de «responsabilité collective privatisée». Ainsi les civils peuvent-ils être impliqués latéralement dans le conflit en tant que complices de ce qui est perçu comme des hostilités politiques.

Cette lutte marque un changement significatif dans la notion de «représailles des belligérants». Considérées comme des mesures illégales prises par une partie en réponse aux violations du droit international par l'adversaire, ces dernières sont interprétées comme des exceptions tolérées à la règle. Ce nouveau principe de non-discrimination propre à al-Qaïda fausse les paramètres du droit international humanitaire et en souligne les limites. Comme Paul Gilbert le note, «tandis que dans les guerres d'autrefois, les non-combattants et les combattants hors de combat ne devaient pas être pris pour cibles puisqu'ils ne gênaient pas, par leurs actions intentionnelles, les opérations militaires visant au contrôle du territoire, dans les nouvelles formes de guerres, ils peuvent être impliqués au même titre que les soldats au combat dans l'injustice supposée que la guerre est censée rectifier»⁷.

⁶ Paul Gilbert, *New Terror, New Wars*, Edinburgh: Edinburgh University Press, 2004, p. 89.

⁷ *Ibid.*, p. 10.

Il résulte de cette description que, selon al-Qaida, les citoyens des États contre lesquels l'organisation est en guerre portent une responsabilité dans les choix politiques de leur gouvernement. Cette affirmation a été clairement énoncée dans une interview accordée par Oussama Ben Laden à un journaliste de la chaîne de télévision américaine ABC, John Miller, en mai 1998 :

« Tout Américain qui paie des taxes à son gouvernement est notre cible parce qu'il aide la machine de guerre américaine contre la nation musulmane... Terroriser les oppresseurs, les criminels, les voleurs et les brigands est nécessaire pour la sauvegarde des populations et pour la protection de leurs biens... Ils ont compromis notre honneur et notre dignité et parce que nous osons pousser un seul cri de protestation, nous sommes appelés terroristes. C'est une grave injustice. »⁸

135

Une telle démocratisation de la responsabilité ainsi que la licéité de tuer résident, est-il avancé, dans la capacité que les citoyens de l'État ennemi ont d'élire et de démettre les représentants qui prennent des décisions de politique étrangère en leur nom. Dans l'interview susmentionnée, Ben Laden ajoutait : « Nous nous battons contre leurs gouvernements et contre tous ceux qui approuvent l'injustice qu'ils commettent à notre égard... Nous les combattons, et tous ceux qui font partie de leur gouvernement sont jugés de la même manière. » L'argument a été réaffirmé de manière non équivoque par Ben Laden en novembre 2002 : « En élisant ces gouvernants, le peuple américain a donné son aval à l'incarcération du peuple palestinien, à la démolition des maisons palestiniennes et au massacre des enfants irakiens. Le peuple américain a la possibilité de refuser les choix politiques de son gouvernement, à tout moment, mais régulièrement, les sondages montrent que le peuple américain soutient la politique du gouvernement élu... C'est pourquoi le peuple américain n'est pas innocent. Les Américains sont complices de tous ces crimes. »⁹ En ce sens, la stratégie de al-Qaida est une stratégie de libéralisation et d'extension de l'espace du conflit. Par là même, elle délégitime les gouvernements arabes et islamiques, théoriquement qualifiés pour dénoncer ces injustices, et elle cherche à impliquer directement les citoyens des États ennemis, considérés comme coresponsables des actions de leur gouvernement.

Sur cette base, al-Qaida déclare valide son *jus ad bellum* (« droit à la guerre »). Elle rejette dans le même mouvement les gouvernements arabes et musulmans en raison de l'instabilité de leurs structures étatiques qui les conduisent à appuyer l'ennemi. Ce faisant, en décidant la

⁸ Oussama Ben Laden, interview de John Miller, ABC, mai 1998. Le texte complet est disponible sur le site www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/binladen/who/interview.html

⁹ Oussama Ben Laden, « Letter to America », 24 novembre 2002. <http://observer.guardian.co.uk/worldview/story/0,11581,845725,00.html>.

guerre, al-Qaida se présente comme jouissant d'une *autorité propre*¹⁰ – dont la légitimité est censée provenir du soutien populaire – et pour qui la justesse de la cause autorise à se défendre face à l'« agression » américaine (i. e. la guerre comme châtiement contre l'oppression des musulmans). Le groupe affirme ainsi avoir la *noble intention* de rétablir la paix dans la région. Dénonçant la nature des opérations américaines, il déclare y avoir donné une *réponse proportionnée* et avoir été acculé à cet *ultime recours*.

136

Troisièmement, en tant que mouvement politique ayant une capacité militaire avérée, al-Qaida a cherché à contourner l'État, en s'accaparant stratégiquement ses attributs et en canalisant tactiquement ses ressources. L'identité des acteurs participant à ce nouveau conflit a en effet changé, rendant leur identification plus difficile. Pour Jean-Jacques Rousseau, une guerre se produisait – il y a de cela deux cent quarante ans – non pas entre individus mais entre États. Les individus qui y étaient impliqués n'étaient, disait-il, des ennemis que par accident¹¹. Par opposition, le principal conflit de notre époque prend la forme d'une guerre entre un État et un groupe de quelques milliers d'individus. Pour s'en convaincre, on peut remarquer que ces derniers proviennent d'États qu'ils ont pour la plupart combattus et cherché à réformer par la violence. L'emploi de la force est leur *ultima ratio* et sa légitimité procède de la perception du droit à l'autodéfense, ainsi substitué à une autorité décisionnelle étatique.

Partant, la guerre d'al-Qaida jette simultanément une lumière sur les défis quant à la manière suivant laquelle le corpus existant du droit international cherche à régler la guerre et incarne un retour aux concepts d'une opposition simplifiée. Un analyste remarque:

¹⁰ Comme le note Gilbert, « l'autorité de combattre comporte deux aspects. Le premier est que ceux qui combattent peuvent être sous un contrôle effectif si bien que les règles de la guerre, en particulier celles concernant la protection civile, peuvent être observés... Le second aspect de cette autorité est d'être en position de prendre la décision de partir en guerre, c'est-à-dire de déterminer ce qui serait approprié si quelqu'un se propose de mener le combat. » Gilbert ajoute que « le problème avec ces conclusions

est qu'elles ne prennent pas en compte les conceptions propres aux révolutionnaires islamistes, en particulier ce qui les autorise à combattre et qui, à leurs yeux, rend leurs intentions valables. Ceci soulève la question de l'applicabilité de la théorie de la « guerre juste » à travers les frontières culturelles. » Voir Paul Gilbert, *op. cit.*, pp. 28-29 et p. 41.

¹¹ Jean-Jacques Rousseau, *Le Contrat social*, chapitre 4. Il écrit: « La guerre ainsi n'est pas une relation d'homme à homme, mais une relation d'État à État, dans

laquelle les individus sont ennemis seulement par hasard, ni comme hommes, ni comme citoyens, mais comme soldats; non comme membres de la patrie mais comme ses défenseurs. En résumé, chaque État peut avoir comme ennemi seulement d'autres États et non des individus, de surcroît, il est impossible de fixer quelque relation véritable entre des choses de nature différente. Ce principe est également valable pour les maximes établies à toutes les époques et dans toutes les civilisations. »

«La guerre existe lorsqu'une entité politique essaie de contraindre un ennemi par la force – indépendamment du fait que cette force se conforme aux lois créées par l'homme ou corresponde à une définition juridique spécifique. La loi humaine est une construction artificielle. Il n'est pas de loi immuable telle que les lois de la physique. Conséquemment, une loi humaine peut être (et est souvent) ignorée ou violée. D'un autre côté, les principes de la guerre s'appliquent toujours, que l'individu les reconnaisse ou pas. Ils s'appliquent depuis que la guerre existe et, par conséquent, ils ne sont pas considérés comme normatifs.»¹²

Pour autant, une attention insuffisante est portée à ces dimensions et le débat sur le *jus ad bellum* d'al-Qaïda continue à être parasité par une insistance doctrinale quant à son illégalité. Cela n'est, semble-t-il, pas tenable plus longtemps compte tenu des contradictions soulevées par les recherches mettant en évidence cette vision:

«Est-ce le fait d'une action armée menée par des acteurs para-étatiques qui pose problème en tant que menace aux droits de l'Homme? Certainement pas, car une telle action est parfois entreprise pour défendre ces droits. Est-ce spécifiquement l'action transfrontalière d'un groupe paraétatique? Cela est également parfois avancé comme argument de défense et non sans raison. Est-ce l'action d'un groupe para-étatique destinée à déstabiliser les frontières à l'intérieur desquelles la loi et l'ordre sont maintenus? De nouveau non, puisqu'il existe une plus grande tolérance, fondée sur des valeurs libérales pour les luttes d'autodétermination qui produisent le même effet.»¹³

Dès lors, reconnaître qu'un changement de paradigme se déroule sous nos yeux est devenu impératif. Un paradigme est composé d'une série de suppositions qui forment une représentation persistante d'un ordre. Un défaut des représentations associées à ces suppositions conduit normalement à sa reconsidération. En effet, «la manière dont les analystes pensent le changement et les continuités dicte ce qu'ils cherchent, et ce qu'ils cherchent influence ce qu'ils trouvent... Un paradigme ne fournit pas de réponse; ce n'est pas une connaissance en soi. Il contient plutôt des promesses de réponse.»¹⁴ Les paradigmes du droit et de la guerre informent sur la modification de la compréhension des régimes internationaux en voie de mutation qui ne débouchent, généralement, ni sur une complète continuité ni sur un changement total. Dans le cas présent, la corrélation des forces, la nature des volontés en conflit et l'adhésion (ou non) à des valeurs normatives particulières mettent en évidence la configuration existante de l'ordre légal international et de sa puissance. Elles requièrent de nouvelles

¹² Donald J. Hanle, *Terrorism – The Newest Face of Warfare*, London: Brassey's, 1989, p. 9.

¹³ Paul Gilbert, *op. cit.*, p. 122.

¹⁴ David Jablonsky, *op. cit.*, pp. 3-4.

propositions pour articuler des modalités de représentations réorganisées et pour décrire et comprendre objectivement cette *bellum novae*.

Un nouveau type d'acteur

Un pré-requis essentiel à la modification d'un paradigme est l'introduction d'acteurs provoquant un changement ostensible dans les dynamiques fondamentales d'un système donné. Al-Qaida fait partie de ce type d'acteur et ses actions modifient à trois principaux égards le régime des affaires internationales existant.

138

Premièrement, l'indétermination géographique de l'action du groupe dénote de la dissolution du pouvoir territorial. Avec la transformation de la dimension spatiale, le théâtre du conflit est devenu global et les points d'interaction multiples. Al-Qaida et les États-Unis sont simultanément opposés en Afghanistan, en Irak, aux États-Unis, au Kenya, en Espagne, en Indonésie, en Tanzanie, en Arabie Saoudite, au Pakistan, en Turquie, au Yémen et ailleurs.

Deuxièmement, la stratégie imaginée et adoptée par al-Qaida marque une escalade dans la militarisation de la part d'un acteur para-étatique ciblant désormais le cœur de la sphère politique. En raisonnant par catégorie, on peut affirmer que « la guerre est une action violente et meurtrière entre des entités politiques organisées ayant pour dessein d'atteindre des buts politiques en contraignant l'ennemi à modifier ou à abandonner ses propres objectifs politiques par le fait d'affaiblir et d'annihiler sa volonté de résister. »¹⁵ Autant que faire se peut, le *modus operandi* d'al-Qaida a un important impact sur les principes durables du droit international humanitaire à deux niveaux: les catégories de statut combattant/civil et le refus de distinguer entre cibles militaires et civiles. Cette stratégie de conflit moderne se caractérise tout particulièrement par

¹⁵ Donald J. Hanle, *op. cit.*, p. 11.

¹⁶ Hala Jaber, « Inside the World of the Palestinian Suicide Bomber », *The Times* (Londres), 24 mars 2002, p. 24. La stigmatisation des attaques suicides n'a aboutit qu'à étouffer le débat. Comme le note Mahmood Mamdani, « nous devons reconnaître la bombe humaine tout d'abord et avant tout comme une catégorie de soldat » (Mahmood Mamdani, *Good Muslim, Bad Muslim—America, the Cold War, and the Roots of Terror*, New York: Random House, 2004, p. 222).

les attentats-suicides et met l'accent sur le châtement et sur le fait de rendre justice. Un jeune Palestinien explique: « Je sais que je ne peux pas me tenir face à un tank qui pourrait m'éliminer en une fraction de seconde, alors je me sers de mon corps comme d'une arme. Ils appellent ça du terrorisme. Moi, j'appelle ça de l'autodéfense. »¹⁶

Troisièmement, la volonté et le pouvoir d'agir militairement sont revendiqués par une entité privée. En d'autres termes, face à ce qui est vécu comme une oppression, on voit apparaître une argumentation rationnelle intimant que le droit de combattre ne peut plus être rattaché à l'État

Tableau 2 – La guerre non linéaire d'al-Qaïda

Motif	Riposte punitive et défensive à des politiques agressives
Logique	Principe 1: Indifférenciation (responsabilité collective privatisée) Principe 2: Substitution (réappropriation du monopole étatique de la violence légitime)
Stratégie	Instrumentalisation du déséquilibre technologique (disparité des forces: opportunité plutôt que contrainte)
Tactiques	<ul style="list-style-type: none"> • mobilisation transnationale de combattants • structure cellulaire et groupes dérivés • usage spectaculaire d'équipements civils (avions, trains, bus)

139

qui gouverne légalement. L'impulsion pour une telle *captation de fonction*¹⁷ est double. Elle vient d'une part de la continuité objective de l'évolution par-delà les valeurs du groupe et, d'autre part, du principe subjectif d'extension de la force s'appuyant sur la notion d'injustice. Dans la logique de cette approche, il y a une confusion consciente entre deux façons de concevoir la guerre. On parle alors d'une maximisation des forces morales, c'est-à-dire «la capacité à résister à la démoralisation, à initier et à soutenir le combat face à un grand danger individuel encouru. Les éléments de cette force morale sont nébuleux et ils sont beaucoup plus délicats à quantifier que les éléments de la force physique.»¹⁸ À cet égard, al-Qaïda est un groupe para-étatique international armé, qui a conçu une revendication afin de légitimer la guerre qu'il mène contre un groupe de pays. En vertu de cette revendication, al-Qaïda considère comme une méthode acceptable l'usage indiscriminé de la violence aussi bien à l'encontre des civils qui appartiennent à ces pays qu'à l'encontre de ceux qui s'associent publiquement à leurs autorités.

Du point de vue d'al-Qaïda, la politique conduite par les États-Unis au Moyen-Orient constitue un *casus belli*. La guerre que mène par réaction le groupe vise à rétablir une injustice mais aussi à récupérer des territoires (Arabie Saoudite, Palestine, Irak). Elle est également présentée comme un combat contre le *dhulm* («injustice, offense») et, par conséquent, comme des représailles aux provocations. Ben Laden était explicite sur ce point dans son interview de 1998 à ABC.

¹⁷ En français dans le texte.¹⁸ Donald J. Hanle, *op. cit.*, p. 18.

«Ce n'est ni suffisant que le peuple américain soit peiné de voir nos enfants tués dans les raids israéliens effectués avec des avions américains, ni approprié. Ce qu'ils doivent faire, c'est changer leur gouvernement qui attaque nos pays. L'hostilité que l'Amérique continue d'exprimer à l'égard du peuple musulman a fait naître des sentiments d'animosité de la part des musulmans contre l'Amérique et plus généralement contre l'Occident. Ces sentiments ont produit un changement dans le comportement de quelques groupes soumis et dominés qui, au lieu de combattre les Américains dans les pays musulmans, sont partis les combattre à l'intérieur même des États-Unis d'Amérique.»¹⁹

140 Si, de fait, l'argument revisité du châtement est potentiellement soutenable à partir du point de vue du *jus ad bellum*, la dimension du *jus in bello* («droit de la guerre») est plus problématique, notamment d'un point de vue religieux. Les attentats-suicides constituent, en effet, des violations à l'encontre de deux principes fondamentaux de l'éthique islamique: l'interdiction de se suicider et le fait de tuer délibérément des non-combattants. En résumé, la responsabilisation et le choix de cibles civiles sont inconciliables avec le noyau constitutif de la doctrine du droit humanitaire international. Pour autant, l'argumentation de la revendication nouvelle d'al-Qaida repose sur un non-discernement qui n'est qu'apparent. Tenir individuellement pour responsables les citoyens d'un État et établir le fondement rationnel d'une telle conduite témoignent d'un contrôle effectif et d'un certain respect des règles de l'engagement militaire. Ainsi, al-Qaida a visé aussi bien des cibles militaires (Pentagone, USS Cole) que civiles (World Trade Center, gare de chemins de fer d'Atocha, métros et bus londoniens).

Dans ses actions, il y a des limites qu'al-Qaida s'impose (jusqu'à présent aucune arme de destruction massive n'a été employée), mais la distinction du civil (comme catégorie) est formellement rejetée par le groupe. L'autorisation qu'il s'accorde de faire la guerre est conditionnée par l'extension du principe de nécessité, de la notion de responsabilité, prise à la lettre, et par la conscience du déséquilibre technologique. Il est argué du fait qu'une situation extrême (d'implosion des structures étatiques ou de scission du pouvoir) appelle des mesures extrêmes. À plusieurs égards, elle est le résultat des déficiences perçues – et bien réelles – des systèmes politiques arabes. Dans l'esprit de Clausewitz, on pourrait dire que les buts de la guerre sont poursuivis hors de tout cadre et sans que soit requis un quelconque soutien étatique.

Saisir ainsi la métamorphose de l'attaque²⁰ – et l'importance de l'emprise qu'exerce al-Qaida à travers l'ethos du groupe – revient à connaître la logique selon laquelle le terrorisme est

¹⁹ Ben Laden, interview donnée sur ABC, 1998.

employé comme méthode de guerre, suivant le principe de non-discernement de la population civile et l'imputation de la responsabilité collective à tous ceux qui soutiennent les actions injustes de leurs gouvernements. Dès lors, «si le terrorisme doit être traité comme une méthode de guerre suivant le modèle de guerre injuste, alors il doit y avoir *certaines* cibles légitimes que les terroristes pourraient attaquer dans le respect des règles de la guerre»²¹.

²⁰ (Note de la p. 140.) Les auteurs du rapport final de la commission nationale sur les attaques terroristes aux États-Unis notent que «les détails de ce qui s'est passé le matin du 11 septembre sont complexes, mais ils s'expliquent assez simplement. Le NORAD [Commandement de la défense aérospatiale d'Amérique du Nord] et

le FAA [bureau fédéral de l'aviation] *n'étaient pas préparés* à ce genre d'attaques lancées contre les États-Unis le 11 septembre 2001. Ils ont lutté, dans des circonstances difficiles, pour improviser une défense de la patrie contre une provocation sans précédent *qu'ils n'avaient jamais rencontrée auparavant* et à

laquelle ils n'étaient pas préparés.» Voir *The 9/11 rapport*, New York: Norton, 2004, p. 45 (souligné par l'auteur).

²¹ Paul Gilbert, *Terrorism, Security, and Nationality – An Introduction Study in Applied Political Philosophy*, Londres: Routledge, 1994, p. 13.

II. Histoire et objectifs d'al-Qaïda

Le défi que représente la nouveauté d'al-Qaïda est renforcé par les insuffisances des analyses disponibles. Selon Jason Burke, «la menace... est nouvelle et différente, complexe, diverse, dynamique, protéiforme et extrêmement difficile à caractériser. Actuellement, il n'y a pas de vocabulaire pour la caractériser. Cela pose des problèmes... Les éléments contingents, dynamiques et locaux, de ce qui constitue un mouvement large et mal défini, enraciné dans des tendances historiques d'une grande complexité, sont perdus... L'un des problèmes pour écrire sur les extrémistes islamistes modernes, tel que Ben Laden, est que le vocabulaire pour décrire leurs idées reste à élaborer et de manière convaincante.»²²

142

Bien qu'un tel vocabulaire soit advenu, il élude d'importantes distinctions, et la nature d'al-Qaïda continue à déconcerter les analystes. Quand son existence n'est pas réfutée, le groupe est présenté, pêle-mêle, comme un réseau, une firme capitaliste, un journal, une maison de production, une maison d'édition, une riche université, un parrain de la finance, une entreprise transnationale, un établissement de franchise et une holding multinationale. Cette variété d'analogies trahit la nouveauté de l'organisation mais occulte sa genèse.

L'évolution de al-Qaïda

Des analystes ont avancé que al-Qaïda est guidée par un but, non par une règle, et que cela distingue l'organisation des groupes soutenus par un État. Le Département d'État américain a relevé, par exemple, que «les terroristes transnationaux bénéficient de moyens de communication et de transports modernes, ont des sources de financements internationales, sont bien informés en ce qui concerne les explosifs et les armes nouvelles, et qu'ils sont plus difficiles à traquer et appréhender que les membres de groupes établis de longue date ou de ceux financés par les États»²³. En réalité, après une analyse objective, al-Qaïda a conclu que, étant donné la configuration actuelle de la politique arabe, il n'est pas possible de compter de manière réaliste sur la longévité des régimes de la région pour défendre les intérêts de la population. Le groupe s'est alors organisé pour parvenir à ses fins et, dans cette optique, il exerce une autorité sociale, politique, économique et religieuse davantage légitime.

²² Burke, *op. cit.*, pp. 7, 13 et 38.

²³ Département d'État des États-Unis, *Patterns of Global Terrorism 1995*, Washington DC: Office of the Coordinator of Counterterrorism, 1996, p. iii.

Comme chef de file d'une nouvelle génération d'acteurs para-étatiques, al-Qaïda en est venu à symboliser une organisation dont la signature est l'action violente. Cependant, cette manière d'employer la force (en réalité, une stratégie militaire) a été conçue dans des termes purement instrumentaux

et, par la suite, elle a pris une tournure plus politique. Ces quinze dernières années, le groupe a traversé quatre phases différentes, se muant en une force politique internationale reconnue comme telle.

1989-1995: développement d'une stratégie

La naissance de al-Qaïda est le résultat du discrédit des gouvernements arabes dû à leur incapacité à protéger les intérêts légitimes de leur nation. L'évolution d'un groupe d'islamistes provenant du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord vers la politique armée est la conséquence d'une double prise de conscience: des acteurs privés sont arrivés à la conclusion que leurs États étaient trop faibles pour défendre l'ensemble de leurs citoyens mais également trop forts pour être renversés. Au cœur de la genèse du groupe, se trouve ainsi un mélange de pragmatisme et de défiance et non pas, comme il a été souvent dit, un désespoir total.

143

Prendre ce raisonnement à la racine signifiait donc que la défaillance interne et la répression d'un «ennemi proche» pouvaient être tactiquement séparés du combat contre l'«ennemi lointain», à savoir: le parti qui fait en sorte que la situation persiste pour en tirer avantage. Le fait de reprendre à son compte ce raisonnement a inévitablement conduit al-Qaïda à porter le combat sur le sol américain²⁴. Concrètement, cela a impliqué de bien gérer les ressources financières et logistiques, tout en formant des soldats professionnels, disciplinés et sûrs, de même qu'un corps d'officiers, ainsi que des agents de liaison permanents.

Au milieu des années 80, un Palestinien du nom de Abdallah Azzam a émergé comme leader des militants arabes qui s'étaient rendus en Afghanistan pour aider les Afghans à résister contre l'invasion soviétique. Azzam créa à Kaboul un bureau de coordination logistique pour les affaires des «Afghans arabes», le *maktab al-khadamat lil mujahidin al-arab* (aussi connu sous le nom de *maktab al-dhiyafa* ou «bureau de l'hospitalité»). Ce port d'attache, qui fonctionnait comme un bureau international et rendait service à quelque vingt-cinq mille individus, constitua la matrice de ce qui deviendrait al-Qaïda. Parallèlement, Oussama Ben Laden fonda la *beit al-ansar* («maison des compagnons»), une autre structure destinée à soutenir et entraîner les combattants arabes et musulmans en Afghanistan.

Les soubassements de cette organisation, dont l'ambition était de survivre au conflit en Afghanistan, ont commencé à apparaître sérieusement fin 1987, alors que la campagne soviétique dans le pays tirait à sa fin. Avant sa

²⁴ Un signe avant-coureur en a été donné par l'opération conduite par le Hezbollah à Beyrouth le 18 avril 1983, contre les casernes des Marines américains et les quartiers généraux des parachutistes français. Cette attaque tua 241 Marines et 58 parachutistes et elle conduisit au retrait des États-Unis du Liban.

mort, en novembre 1989, Azzam, originaire de Jenin, formé à l'Université al-Azhar, et conférencier à l'Université d'Islamabad, avait mis en place les éléments de cette armée internationale en collaboration avec Ben Laden (qui avait initialement quitté l'Arabie Saoudite pour le Pakistan en décembre 1979 pour évaluer les besoins humanitaires des réfugiés afghans) et Ayman al-Zawahiri (qui avait émigré d'Égypte en 1985).

Le concept d'une légion musulmane inter-arabe capable de conduire une guerre contre les États-Unis prit corps à l'automne 1989, lors d'une réunion à Khost, en Afghanistan. La nouvelle entité, qui regroupait le *maktab al-khadamat* et le *beit al-ansar*, fut originellement baptisée *al-Qaida al-askariya* («la base militaire») ²⁵.

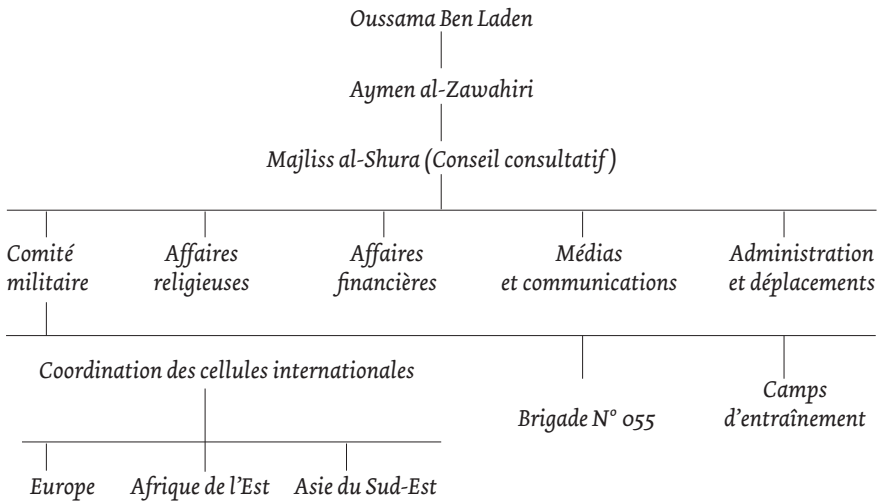
144

Des recrues internationales, dont certaines venaient des États-Unis, furent entraînées en Afghanistan dès 1985. La transformation qui se produisit alors eut pour conséquence que la nouvelle armée n'opérerait pas seulement ou principalement dans un espace territorial contigu (par exemple l'Afghanistan ou l'Égypte), et que, à la différence du terrorisme des années 70 et 80, elle privilégierait des attaques plus qualitatives et soigneusement planifiées au détriment d'attaques quantitatives et faiblement coordonnées.

Que l'ambition de ce nouvel acteur ait vraiment été de remplacer la fonction militaire d'État – considérée à la fois comme illégitime et dangereusement défaillante – est mis en évidence par la vaine proposition adressée par Oussama Ben Laden au gouvernement saoudien en 1991, de mettre à sa disposition son organisation afin d'expulser les forces irakiennes qui avaient envahi le Koweït en août de l'année précédente. En avril 1994, la famille royale saoudienne a retiré à Ben Laden son passeport et l'a déchu de la citoyenneté saoudienne. Ben Laden a alors transféré son organisation au Soudan où il a établi le quartier général de ses opérations et a commencé à y créer des camps militaires sur le modèle afghan.

Hormis l'établissement de paramètres liés à une stratégie globale, cette phase initiale a également permis à al-Qaida de mettre en place discipline, entraînement et cohésion dans ses rangs. L'organisation a d'abord fonctionné suivant un système hiérarchique où un chef (Oussama Ben Laden) et un adjoint (Ayman al-Zawahiri) recevaient les conseils d'une assemblée consultative (*majliss al-choura*) de trente et un membres, divisée en cinq comités opérationnels: militaire, affaires religieuses, affaires financières, médias et communication ainsi que logistique (voir graphique 1). Dirigé par Abou Oubaida al-Banshiri et Mohammad Atef (tous deux décédés depuis

²⁵ Le terme de al-Qaida a été choisi dans un but précis car il a une double signification. En arabe, qaida peut signifier «précepte» ou «colonne». Dans un contexte moderne, le mot peut également se référer à une «base de données».

Graphique 1: Al-Qaïda durant les années 90**145**

lors), le comité militaire supervisait les activités des unités locales (notamment la Brigade 055 qui fut intégrée à l'armée de l'Émirat islamique d'Afghanistan pour combattre l'Alliance du Nord) et leur entraînement dans un certain nombre de camps, à Kaboul, Khost, Mahavia, Jalalabad, Kounar, Kandahar, Tora Bora et Liza. Ce comité avait également en charge la supervision du nombre croissant de cellules internationales en Europe (Allemagne, Italie, Royaume-Uni), en Asie du Sud-Est (Singapour, Malaisie, Philippines) et en Afrique de l'Est (Tanzanie, Somalie, Kenya).

1996-2001: Plans de bataille

Ayant mis en place les composantes d'une force pouvant se déployer à distance, les dirigeants de al-Qaïda concentrèrent leurs efforts sur l'élaboration d'une stratégie de guerre qui prendrait la forme d'une campagne soutenue par différents centres de gravité, dans le but d'éparpiller l'attention de l'ennemi et, ainsi, de le contraindre à s'exposer. Pour ce faire, une attention particulière fut accordée aux moyens opérationnels. En conséquence, un manuel d'entraînement censé servir de référence de base aux soldats, *l'Encyclopédie du Jihad*, fut publié en Afghanistan en 1996 (et transféré sur CD-ROM en 1999); il traitait de différents aspects de l'art de la guérilla, comme l'emploi d'explosifs, la surveillance, les attaques kamikazes et les techniques d'interrogatoire²⁶.

²⁶ Sur ce dernier point, par exemple, le manuel indique « nous avons la permission d'interroger les otages dans le but d'obtenir des informations. Il est permis de frapper l'[otage] jusqu'à ce qu'il révèle des informations et les secrets de ses complices... Échange d'otages est également permis contre de l'argent, des services, une expertise ou les plans secrets de l'armée ennemie» (Rohan Gunaratna, *Inside Al Qaeda - Global Network of Terror*, New York: Berkeley Books, 2002, p. 101).

Durant cette phase de son histoire, al-Qaida consacra principalement ses efforts au maintien des camps d'entraînement, à la constitution d'un faisceau d'éléments opérationnels, et à la supervision de la préparation de plusieurs missions menées en parallèle. En mai 1996, Oussama Ben Laden et ses compagnons les plus proches se déplacèrent du Soudan en Afghanistan où les Taliban, conduits par Mollah Mohammad Omar, avaient récemment pris le contrôle de la majeure partie du pays. Bien qu'ils aient songé à d'autres lieux (le Yémen, en particulier), Ben Laden et ses hommes décidèrent de s'installer en Afghanistan et de faire la guerre, non pas dans ce pays, qui était considéré comme un sanctuaire, mais contre des cibles internationales ayant des liens avec les États-Unis. Dans ce sens, l'alliance qui fut établie entre al-Qaida et les Taliban était de nature essentiellement tactique, puisque ces derniers avaient le contrôle d'un État, et n'était donc pas fondée sur des motivations religieuses. Si la religiosité des Taliban représente une forme extrémiste d'islam, étrangère à une large majorité d'Arabes et de musulmans, celle de al-Qaida est d'ordre militant et son conservatisme est accepté par le plus grand nombre.

Renversant la règle de l'«État-sponsor», Ben Laden souhaitait réellement s'engager dans le subventionnement d'un État (au Soudan et dans les milieux proches de l'Arabie Saoudite, il avait déjà essayé d'influencer des décisions étatiques) et dans la consolidation des liens de protection avec les Taliban. Quelque deux mille soldats de al-Qaida (la Brigade 055) furent incorporés aux forces talibanes. Une telle marge de manœuvre géopolitique met en évidence la prise de conscience du passage d'une approche défensive et locale à une approche offensive et internationale.

Les chefs de al-Qaida souhaitaient alors concentrer leurs efforts sur le développement d'un nouveau type d'opérations contre leurs ennemis occidentaux. Comme l'a expliqué Ben Laden dans une interview de novembre 1996 accordée à Abdelbari Atwan, éditeur en chef du quotidien arabe londonien *Al-Qods al-Arabi*:

«La préparation d'opérations majeures prend un certain temps, contrairement aux opérations mineures. Si nous avons voulu mener de petites actions, la chose aurait été aisément réalisable... Mais la nature de la bataille requiert des opérations d'un type spécifique qui vont avoir un impact important sur l'ennemi et cela nécessite une excellente préparation.»²⁷

Quatre mois plus tôt, dans la déclaration de guerre lancée par al-Qaida contre les États-Unis, cette stratégie, fondée sur la reconnaissance tactique de l'inégalité des forces, était présentée de façon similaire:

²⁷ Oussama Ben Laden, interview de Abdelbari Atwan, *Al-Qods al-Arabi*, 27 novembre 1996.

«En raison du déséquilibre de puissance entre nos forces armées et les forces ennemies, il n'existe qu'une seule optique de combat qui puisse être adoptée, à savoir l'emploi de forces légères à mobilité rapide qui travaillent dans le secret le plus total... Il est sage, dans les circonstances actuelles, que les forces militaires ne soient pas engagées dans un combat conventionnel contre les forces... de l'ennemi... à moins qu'un grand avantage soit susceptible d'être atteint et que les lourdes pertes provoquées dans le camp ennemi puissent déstabiliser ses fondations et détruire ses infrastructures... propager des rumeurs, la peur et le découragement parmi les membres des forces ennemies.»²⁸

Par conséquent, la concentration des efforts portait à la fois sur l'assise d'une infrastructure sophistiquée et sur l'identification et le recrutement d'individus fortement motivés qui pourraient être par la suite retenus pour des opérations mettant en œuvre un plan de bataille sans précédent. Dans un message vidéo enregistré au printemps 2001, Ahmed al-Haznawi, l'un des dix-neuf pirates de l'air de l'opération du 11 septembre 2001, exprimait ainsi un des aspects de sa motivation: «Maintenant, nous allons les tuer au milieu de leurs maisons. Il est temps de tuer les Américains au cœur de leur pays.»

Une telle transformation n'a pas complètement échappé aux analystes. Suite à l'attaque du 25 juin 1996, sur le complexe immobilier des tours de al-Khobar abritant le personnel de l'US Air Force à Dhahran, en Arabie Saoudite, le chef du Commandement central des États-Unis déclara lors d'une réunion du comité des services armés du Sénat: «Récemment, nous avons vu s'accroître le nombre de groupes «transnationaux», y compris celui de groupes extrémistes islamistes fanatiques. Beaucoup d'entre eux ont combattu en Afghanistan et maintenant font mouvement vers d'autres pays avec l'objectif d'établir des régimes fondamentalistes opposés à l'Occident en déstabilisant les gouvernements traditionnels et en attaquant des cibles américaines et occidentales.»²⁹

Alors que al-Qaïda fourbissait ses armes, elle commença à diffuser sa cause au niveau international concernant la guerre contre les États-Unis. Ainsi, de 1997 à 1998, Oussama Ben Laden accorda un certain nombre d'interviews aux canaux médiatiques internationaux et donna

²⁸ «Declaration of War against the Americans Occupying the Land of the Two Holy Places: A Message from Oussama Ben Mohammad Ben Laden», 23 août 1996. Une traduction de cette déclaration est consultable sur www.terrorismefiles.org/individuals/declaration_of_jihadi.html.

²⁹ United States Department of Defense, *Defense Issues*, Vol. 11, N° 59, «Combating Terrorism in Saudi Arabia», 9 juin 1996, www.defenselink.mil/speeches/1996/T19960709-perry.html. Cependant, la Commission du 11 septembre note que «jusqu'en 1996, personne au sein du gouvernement américain n'a compris que Oussama Ben Laden était l'instigateur et l'organisateur d'un nouveau terrorisme. [...] Alors que nous savons aujourd'hui que al-Qaïda a été constituée en 1988, à la fin de l'occupation soviétique en Afghanistan, les services de renseignements n'ont pas décrit cette organisation, d'après les documents que nous avons consultés avant 1999» (*The 9/11 Report*, p. 108 et p. 341).

des conférences de presse. La salve d'ouverture de cette stratégie de communication remonte à avril 1997, lorsque Ben Laden accorda une interview (diffusée le 12 mai) au journaliste de CNN, Peter Bergen. Dans celle-ci, Ben Laden déclara: «Nous pensons que les États-Unis sont directement responsables des morts en Palestine, au Liban, et en Irak. Ce gouvernement américain a abandonné tout sentiment humanitaire pour tolérer ces crimes odieux. Il a transgressé toutes les limites et s'est conduit d'une manière jamais vue auparavant de la part d'aucune autre puissance ou d'aucun autre pays impérialiste au monde. Les États-Unis appliquent aujourd'hui deux poids et deux mesures, en appelant terroriste quiconque va à l'encontre de leur injustice. Ils veulent occuper nos pays, piller nos ressources, nous imposer des agents pour nous gouverner... et ils voudraient que nous soyons d'accord avec tout cela. Si nous refusons de le faire, ils diront: «Vous êtes des terroristes.»³⁰

Ultérieurement, la guerre fut à nouveau déclarée à l'Amérique. Le 23 août 1996, Ben Laden et ses hommes proclamèrent une «Déclaration de guerre contre les Américains occupant le Pays des Deux Lieux Saints»³¹. Ben Laden émit une seconde déclaration de guerre, le 23 février 1998, en y affirmant que «tuer un Américain et un de leurs alliés – civils et militaires – est un devoir individuel pour chaque musulman qui peut le faire dans tout pays où il est possible d'agir ainsi, dans le but de libérer la Sainte mosquée et la mosquée de al-Aqsa, et pour qu'ils retirent de la terre d'islam leurs armées vaincues et soient incapables de menacer un seul musulman»³². Ce communiqué parvint pour publication au journal *Al-Qods al-Arabi* par l'intermédiaire de Mohammed Atef, chef du comité militaire de al-Qaïda, et fut suivi d'une conférence de presse en mai 1998.

Ces déclarations dénotaient une logique parfaitement rigoureuse suivant laquelle la politique américaine au Moyen-Orient était considérée comme constitutive d'un *casus belli*. En conséquence, les premières attaques – notamment celle sur l'Office de la

³⁰ Cité dans Peter L. Bergen, *Holy War, Inc – Inside the Secret World of Osama Bin Laden*, New York: The Free Press, 2001, p. 19 et p. 21.

³¹ N.d.t.: c'est-à-dire l'Arabie Saoudite.

³² Le texte original de la Déclaration en arabe et une traduction anglaise sont consultables sur www.fas.org/jirp/world/para/docs/980223-fatwa.htm.

l'attentat de Dhahran en 1996 – furent suivies par davantage d'attaques frontales. Le 7 août 1998, al-Qaïda perpétra deux attentats simultanés contre les ambassades américaines à Nairobi, au Kenya, et à Dar es-Salaam, en Tanzanie. Le 20 août, les États-Unis répliquèrent avec le tir de missiles de croisière à longue portée sur les camps d'entraînement de Khost, en Afghanistan, et sur une installation pharmaceutique à Khartoum (deux lieux qu'ils avaient associés à al-Qaïda). La bataille était engagée. Une fois de plus, cette dimension était connue des Américains.

Dans le mémorandum interne du 4 décembre 1998 sur al-Qaïda, le directeur de la CIA, George Tenet, écrivait: «Nous sommes en guerre.»³³

La sophistication des opérations militaires de al-Qaïda continua de s'accroître au cours des années 90. Un attentat manqué sur un navire de guerre américain au large de la côte yéménite, l'USS *Sullivans*, le 3 janvier 2000, fut suivi par une attaque-suicide sur un autre bâtiment, l'USS *Cole*, le 12 octobre suivant. Tandis que les recherches, la préparation et l'entraînement pour une attaque en quatre parties sur New York et Washington étaient en cours, les membres de l'organisation ont accéléré la formation de leurs fantassins en Afghanistan. Bien que des informations précises concernant le nombre d'individus entraînés ne soient pas disponibles et que les estimations publiques oscillent entre dix et cent mille individus, on peut raisonnablement estimer que dix à vingt mille hommes ont été entraînés dans ces camps. Parmi ceux-ci, cinq à dix mille sont probablement encore actifs en 2005, à travers le monde.

149

Le 11 septembre 2001, un commando de al-Qaïda, initialement regroupé en Allemagne et conduit par un architecte égyptien, Mohammad Atta, pirata simultanément quatre compagnies aériennes américaines de lignes intérieures. Deux se sont écrasés sur le World Trade Center à New York et un sur le Pentagone à Washington. Plus de trois mille personnes furent tuées.

2002-2003: Regroupement et privatisation

Avant que les États-Unis et le Royaume-Uni aient attaqué les forces talibanes en Afghanistan (octobre 2001) en représailles aux opérations de New York et de Washington, les dirigeants de al-Qaïda avaient compris qu'un engagement direct avec les forces américaines et britanniques en Afghanistan serait suicidaire. Face à cette puissance écrasante, un retrait stratégique fut décidé. Les États-Unis avaient néanmoins développé une approche d'invasion graduelle cooptant des forces locales (en particulier l'Alliance du Nord) qui furent engagées pour combattre en lieu et place des Américains³⁴. À ce stade du conflit, l'objectif de Al-Qaïda était de ralentir la progression des troupes occidentales, tout en minimisant les risques. Comme l'indique le principe de Sun Tzu, «celui qui n'a pas une force suffisante ne peut que se défendre»³⁵. De même, l'axiome de Van Creveld rappelle qu'«un belligérant qui est plus faible que son ennemi ne peut se permettre d'être durement atteint»³⁶.

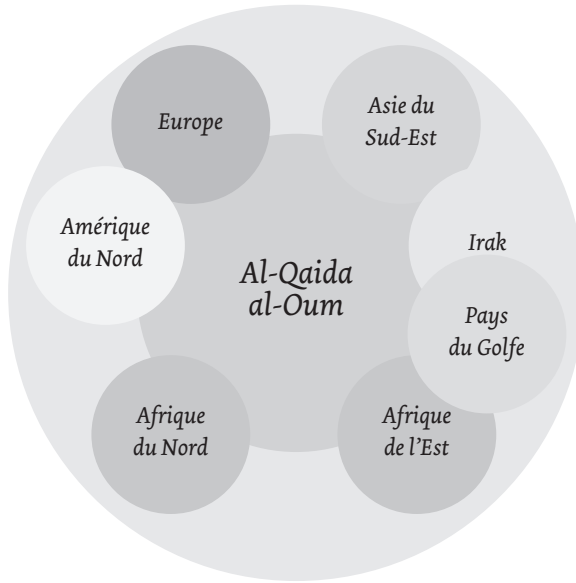
³³ Cité dans Steve Coll, *Ghost Wars - The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, New York: The Penguin Press, 2004, p. 435.

³⁴ Voir Bob Woodward, *Plan of Attack*, New York: Simon and Schuster, 2004.

³⁵ Sun Tzu, *The Art of War*, London: Oxford University Press, 1971, p. 85.

³⁶ Martin Van Creveld, *The Transformation of War*, New York: The Free Press, 1991, pp. 112-113.

Graphique 2: Al-Qaïda durant les années 2000



150

Entre l'automne 2001 et le printemps 2002, les forces de al-Qaïda – que l'on doit distinguer des contingents talibans – ne furent pas tant diminuées que redéployées. Avec les batailles de Tora Bora (décembre 2001) et de Shahi Kowt (mars 2002) qui avaient duré trois semaines chacune, cette défense élastique reposant sur des forces mobiles fut accompagnée d'une escalade des opérations internationales et d'un investissement dans un réseau global de relations tactiques.

Face au risque objectif de plagiat, l'envie de maximiser politiquement le succès militaire du 11 septembre, et l'impossibilité de jouir plus longtemps de leur sanctuaire central, les dirigeants de al-Qaïda encouragèrent la prolifération de mini al-Qaïda, des groupes qui pouvaient être étroitement associés à une «al-Qaïda mère» (Al-Qaïda al-Oum) tout en étant indépendants et capables d'agir par eux-mêmes dans un contexte régional (voir graphique 2). Cette transition allant de «penser localement et agir globalement» à «penser globalement et agir localement» repose sur l'existence d'unités stratégiques pratiquant le cloisonnement interne et menant des missions en Asie du Sud-Est, en Europe de l'Ouest, en Afrique de l'Est, en Afrique du Nord, en Jordanie, en Irak (Abou Moussab al-Zarqaoui), en Arabie Saoudite, au Yémen et probablement en Amérique du Nord.

«Le *modus operandi* de al-Qaïda consiste à conduire des attaques coordonnées et simultanées là où cela est possible. Ces diverses attaques nécessitent une planification

et une préparation de longue haleine, compétences que al-Qaïda possède à un degré remarquable.»³⁷ Al-Qaïda al-Oum connaît parfaitement les effets de cette stratégie de fission sur ses ennemis. En octobre 2004, Ben Laden remarquait: «Tout ce que nous avons à faire est d'envoyer deux moujahidin au point Est le plus éloigné avec une pièce de tissu sur laquelle est écrit al-Qaïda, et ainsi faire courir les généraux [Américains] pour causer à l'Amérique des pertes humaines, économiques et politiques sans autre bénéfice que ceux de leurs compagnies privées.»

En tant que forces intégratives, «Ben Laden et al-Qaïda agissent consciemment pour encourager d'autres groupes à effectuer de telles opérations par eux-mêmes, en leur fournissant inspiration et justification idéologique»³⁸. Ainsi, entre 2002 et 2004, parallèlement à la guerre en Irak, les États-Unis et sept de leurs alliés de l'Ouest (Royaume-Uni, Espagne, Italie, Australie, Israël, France et Allemagne) furent les cibles de seize attaques majeures dans neuf pays (Tunisie, Pakistan, Yémen, Indonésie, Koweït, Arabie Saoudite, Égypte, Kenya et Maroc) qui ont tué un total de 760 personnes.

Dans un livre paru en 2001, intitulé *Chevaliers sous l'Étendard du Prophète*, Ayman al-Zawahiri a expliqué l'approche et la logique de rentabilité de ces opérations, à savoir «la nécessité d'infliger le maximum de dégâts à l'ennemi, car c'est le seul langage que l'Occident comprend, peu important le temps et les efforts que de telles opérations nécessitent. Tant les cibles que le type d'armes et la manière de les utiliser doivent être choisis pour avoir un impact sur la structure de l'ennemi et le décourager suffisamment pour qu'il mette fin à ses violences.»³⁹ En Irak, après 2003, cela a pris la forme d'embuscades, de guérillas et d'engagements à petite échelle, aussi bien que d'enlèvements, d'attentats-suicide et de décapitations.

Durant cette même phase, al-Qaïda s'est également réservé le droit de répliquer, si ses ennemis devaient employer un armement non conventionnel. En novembre 2001, Oussama Ben Laden déclara: «Si l'Amérique emploie des armes chimiques ou nucléaires contre nous, alors nous riposterons avec des armes chimiques et nucléaires comme moyen de dissuasion.»⁴⁰ En conséquence, un savant saoudien, Cheikh Nasser Ibn Hamid al-Fahd, rédigea un traité, s'apparentant à un *amicus curiae*, justifiant l'emploi potentiel d'armes de destruction massive par al-Qaïda. Dans ce document, Ibn al-Fahd avançait la thèse que faire des victimes civiles est admissible dans

³⁷ Rohan Gunaratna, *op. cit.*, p. xxxix.

³⁸ Benjamin Orbach, «Usama Bin Ladin and al-Qa'ida; Origins and Doctrines», *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 5, N° 4, décembre 2001, p. 63.

³⁹ De longs extraits de ce livre ont été publiés dans un quotidien de langue arabe installé à Londres, *Al-Sharq al-Awsat*, 2 décembre 2001.

⁴⁰ Oussama Ben Laden, interview avec Hamid Mir, *Dawn* (Pakistan), 6 novembre 2001.

la mesure où elles sont la conséquence secondaire d'une attaque dont le but était d'infliger une défaite cuisante à l'ennemi. Il expliquait: «En suivant cette optique, si les hommes engagés dans le Jihad constatent que le mal qu'incarnent les infidèles ne peut être repoussé qu'en les attaquant la nuit avec des armes de destruction massive, ils peuvent les utiliser même si elles anéantissent tous les infidèles.»⁴¹

Une caractéristique de cette phase est que, pour la première fois dans son histoire, l'organisation était sur la défensive, principalement depuis la perte de l'Afghanistan comme base et l'arrestation ou la mort de quelques figures clés⁴². Toutefois, ces revers n'ont pas affecté la capacité fonctionnelle de l'organisation pour deux raisons: un déplacement des camps avait été anticipé et les officiers manquants furent rapidement remplacés.

152

⁴¹ Cheikh Nasser Ibn Hamid al-Fahd, *A Treatise on the Legal Status of Using Weapons of Mass Destruction against Infidels*, 21 mai 2003, www.al-fhd.com. Al-Fahd écrit: «Les érudits sont d'accord sur le fait qu'il est permis de bombarder un ennemi avec une catapulte ou quelque chose de similaire. Comme tout le monde le sait, une catapulte ne distingue pas entre femme, enfant ou autre, elle détruit tout ce qu'elle frappe, gratte-ciel ou tout autre élément. Cela prouve que le principe de destruction du pays des infidèles et de leurs assassinats est légitime si le Jihad le requiert et si ceux qui ont autorité sur le Jihad en décident ainsi.»

⁴² Notamment Mohammad Atef («Abou Hafs al-Masri»), chef du comité militaire, tué le 14 novembre 2001 au cours d'une attaque aérienne américaine sur Kaboul), Zein al-Abidin Mohammed Hussein («Abou Zoubayda»), directeur des opérations extérieures, arrêté à Faisalab, au Pakistan, le 28 mars 2002), ainsi que Ramzi Ben al-Chaïba et Khaled Cheikh Mohammad (respectivement coordinateur et planificateur des opérations du 11 septembre, appréhendés le 11 septembre 2002 à Karachi et le 1^{er} mars 2003 à Rawalpindi).

2004-2005: Guerre et diplomatie

Ces deux dernières années, al-Qaïda a réorienté sa stratégie et ses options tactiques. D'une configuration hiérarchique, le mouvement s'est transformé en une organisation décentralisée et polycentrique. Le redéploiement et le repositionnement de ses forces sont allés de pair avec un discours fondé sur un nouveau contenu politico-diplomatique. En continuant à s'attribuer les fonctions de l'État, al-Qaïda al-Oum a contracté des alliances privées et publiques, conclu des trêves, eu un impact sur les élections et, par-dessus tout, acquis une stature internationale au-delà de la menace qu'elle fait planer. Un propos économique est également venu progressivement étoffer sa panoplie discursive.

Al-Qaïda al-Oum s'est elle-même immergée dans le processus politique de pays en Europe, au Moyen-Orient et aux États-Unis (aussi bien que dans certains pays d'Asie, en particulier le Pakistan et l'Indonésie). Le 11 mars 2004, trois jours avant les élections législatives espagnoles, dans lesquelles le parti politique du premier ministre, José Maria Aznar, le Parti populaire (PP), était annoncé gagnant, une cellule de al-Qaïda majoritairement nord-africaine (les brigades de Abou Hafs al-Masri) a déclenché dix engins explosifs placés à bord de quatre trains de

banlieue approchant la gare de chemins de fer d'Atocha à Madrid. L'attaque a tué 191 individus et en a blessé près de deux mille. Le gouvernement de M. Aznar, qui avait supporté activement l'effort de guerre des États-Unis en Irak et y avait envoyé des troupes, a aussitôt imputé la responsabilité de cet acte au groupe séparatiste basque Euskadi ta Askatasuna (ETA). Le dimanche suivant, le PP perdit les élections contre le Parti socialiste dirigé par José Luis Rodríguez Zapatero, lequel ordonna le retrait des 1300 soldats espagnols d'Irak, le 18 avril.

Le 30 octobre 2004, quatre jours avant les élections présidentielles américaines, Oussama Ben Laden envoya un message sur cassette vidéo au peuple américain «concern[ant] la conduite idéale à tenir pour éviter un autre Manhattan et abord[ant] la guerre, ses causes et ses conséquences», dans lequel il déclarait: «Votre sécurité n'est ni entre les mains du [candidat du Parti démocrate, John] Kerry ou celles du [président George W.] Bush ni entre celles de al-Qaïda. Non. Votre sécurité est entre vos propres mains. Et chaque État qui ne joue pas avec notre sécurité a automatiquement garanti sa propre sécurité.»⁴³

Le 27 décembre suivant, Al-Jazîra diffusa un message enregistré sur cassette audio dans lequel Ben Laden conseillait au peuple irakien de ne pas prendre part aux élections générales du 30 janvier 2005, en expliquant que la Constitution soutenue par l'administrateur civil des États-Unis en Irak, L. Paul Bremer, était illégitime et allait semer la discorde. Il confirma, «pour l'Histoire», que le militant islamiste jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui (Ahmed al-Khaylaila) était «l'émir» de al-Qaïda en Mésopotamie, soutenant le combat contre les Américains, les autres forces d'occupation et les «collaborateurs» irakiens et qu'il était urgent pour les Irakiens de l'écouter. Le 17 octobre, Al-Zarqaoui publia un communiqué sur un site Web islamiste dans lequel il déclarait allégeance à Ben Laden, changeant le nom de son organisation *Al-Tawhid wa al-Jihad* («unité et guerre sainte») en *Munadhamat al-Qaïda fi bilad al-Rafidayn* («organisation de al-Qaïda en Mésopotamie»). Ben Laden accueillit positivement cette promesse qu'il considéra comme «une étape importante dans l'unification des combattants pour l'établissement de l'État vertueux et mettant fin à l'état d'injustice.»

Selon toute vraisemblance, aussi bien des objectifs plus modestes que plus importants continueront d'être pris pour cible par al-Qaïda par le biais d'opérations soigneusement organisées, peu coûteuses et à fort impact. La répétition d'attaques comme celles du 11 septembre 2001, du 11 mars 2004 ou du 7 juillet 2005 peut aussi être tentée,

⁴³ Oussama Ben Laden, «Adress to the American People», message enregistré sur cassette vidéo et diffusé par al-Jazira, le 30 octobre 2004. Le texte complet de ce message peut être consulté sur english.aljazeera.net/NR/exeres/79C6AF22-98FB-4A1C-B21F-2BC36E87F61F.htm.

mais elle prendrait plus de temps à préparer puisqu'une infiltration dans les pays occidentaux est devenue plus difficile. Comme Martin Van Creveld le remarque avec perspicacité, en temps de guerre:

« Une action qui a réussi une fois a de bonnes chances d'échouer lorsque l'on essaie de la reproduire une seconde fois. Elle échouera, non en dépit d'avoir réussi une fois mais parce que son important succès mettra probablement sur ses gardes un ennemi intelligent. Le même raisonnement fonctionne également en sens inverse. D'une opération ayant raté une fois, un ennemi peut conclure qu'elle ne sera pas reproduite. Une fois qu'il pense qu'elle ne sera pas réitérée, le meilleur moyen pour s'assurer de son succès est précisément de la répéter. »⁴⁴

154

Comme toute armée, al-Qaïda persévéra dans sa quête visant à étendre sa panoplie d'opérations. Depuis le 11 septembre 2001, le schéma de la guerre s'est déroulé comme suit: « Des attaques violentes, efficaces et laissant peu de répit à al-Qaïda sur une surface planétaire relativement réduite, compensées par des succès beaucoup plus limités ailleurs, le tout ponctué par le rythme constant des opérations de al-Qaïda. »⁴⁵

⁴⁴ Van Creveld, *op. cit.*, p. 120.

⁴⁵ Michael Scheuer, *Imperial Hubris - Why the West is Losing the War on Terror*, Washington, DC: Brassey's, 2004, p. 70.

⁴⁶ Jason Burke, *op. cit.*, p. 194. Il dit: « Ce mouvement est clairement enraciné dans les contingences sociales, économiques et politiques. Durant les quinze dernières années, des dizaines de milliers de jeunes hommes musulmans sont allés s'entraîner dans des camps en Afghanistan... Leurs motivations étaient variées mais profondes et sincères. Ils ne furent ni kidnappés ni contraints de voyager pour la cause du Jihad. De manière similaire, les hommes qui demandaient l'assistance de Ben Laden, espérant y trouver ce dont ils avaient besoin pour réaliser leurs rêves d'actions violentes à l'encontre de l'Occident, voyagèrent pour ce qu'ils pensaient être de bonnes raisons. » (Burke, *op. cit.*, p. 5)

Pour compléter ces développements, il est particulièrement crucial de faire le bilan complet de l'intrication des relations à l'intérieur de la nouvelle al-Qaïda. Comme le relève un analyste: « Au lieu d'essayer d'appréhender la multiplicité des différents modes par lesquels Ben Laden et les autres islamistes radicaux interagissent, il est nettement plus simple de les réduire aux relations qui existent entre un patron et un travailleur ou entre un officier et un soldat. Cette simplification poussée à l'extrême est fausse. »⁴⁶ Cela participe cependant d'un schéma d'incompréhension plus large et plus problématique concernant la nature de l'organisation et son *modus essendi*.

III. L'impératif de réciprocité

L'histoire de al-Qaida et de son conflit avec les États-Unis et leurs alliés révèle que l'opération du 11 septembre 2001 n'était ni gratuite ni dénuée de provocation. Plus précisément, l'attaque était une opération militaire, élaborée et planifiée au moins à partir de 1996 et conduite par un commando entraîné dans le contexte d'une guerre qui avait été déclarée officiellement et publiquement en 1996 et à nouveau en 1998. L'opération visait deux sites militaires (le Pentagone et la Maison-Blanche) et un établissement civil considéré comme le symbole de la puissance économique et financière des États-Unis (le World Trade Center).

L'ex-chef de l'unité anti-Ben Laden à la CIA relève que «les attaques du 11 septembre n'étaient pas des assauts apocalyptiques sur la civilisation occidentale. Il s'agissait d'attaques visant directement un pays, l'Amérique, pour lui infliger des destructions substantielles, visibles et quantifiables en termes humains et économiques. Ces attaques avaient également pour objectif d'infliger un traumatisme psychologique aux Américains. Elles constituaient des actes de guerre de nature limitée sur des objectifs qui ont été atteints; l'honnêteté intellectuelle interdit de les décrire comme une tentative visant à détruire des choses inquantifiables telles que notre liberté et notre mode de vie.»⁴⁷

Aussi, l'assaut du 11 septembre correspond-il au point culminant d'une campagne d'opérations plus large dont l'impact et la réaction de l'ennemi avaient été anticipés. De fait, l'attaque était un acte militaire destiné à acquérir un avantage tactique. Comme l'a noté Clausewitz, «une destruction à grande échelle exerce inévitablement un effet sur toutes les autres actions et c'est précisément dans ces moments-là que le facteur moral est, pour ainsi dire, l'élément le plus fluide de tous, et ainsi se répand plus facilement en affectant tout le reste.»⁴⁸

Pour autant, l'acuité et la nature nouvelle de cet acte sont longtemps restées insaisissables pour la plupart des analystes. Mahmoud Mamdani relève que l'indice de la nature d'un mouvement politique réside non pas dans son langage mais dans son agenda⁴⁹. Ainsi, les motivations de al-Qaida ont été mal comprises, écartées ou tournées en dérision. Or, face à des opérations telles que les attaques du 11 septembre et leurs prolongements en Afghanistan et en Irak, la spéculation et l'animosité apparaissent comme des réponses politiques inadaptées.

⁴⁷ Michael Scheuer, *Imperial Hubris*, op. cit., p. 223.

⁴⁸ Carl Von Clausewitz, *On War*, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1976 [1832], p. 47.

⁴⁹ Mahmoud Mamdani, op. cit., p. 37.

Explications fallacieuses

Dans le contexte d'un horizon mental dominé par le crédit accordé au commentaire émotionnel et à l'exagération, la guerre de al-Qaida contre les États-Unis demeure mal documentée et présentée comme rétive à toute explication. Majoritairement martiale sur cette question, la communauté scientifique se focalise sur «l'irrationalité» de al-Qaida, son «fondamentalisme» et sa «haine». D'autres explications largement répandues portant sur l'animosité de al-Qaida insistent sur la pauvreté (comme origine du terrorisme), la criminalité (comme moyen d'enrichissement)⁵⁰ et la barbarie (pour satisfaire des instincts bestiaux). Un mélange de ces conceptions, lesquelles bénéficient d'une suprématie normative dans les principaux secteurs politiques, continue de colorer les analyses dominantes avec obstination.

156

Alors que «la guerre est une activité de groupe structurée qui inclut des organisations ayant des dynamiques propres qui ne se prêtent pas à des explications fondées sur des schémas du comportement humain individuel»⁵¹,

⁵⁰ Sur cette question, les allégations de trafic de drogue (datées du 4 octobre 2001) figurant dans le dossier britannique concernant al-Qaida n'ont pas été prouvées. Cf. Gouvernement du Royaume-Uni, *Responsability for the Terrorist Atrocities in the United States on 11 September 2001: Britain's Case against Bin Laden*, 4 octobre 2001. Jason Burke écrit que «il n'y a jamais eu aucune preuve que Ben Laden ait été mêlé à la production de narcotiques; et toute personne impliquée dans ce trafic au Pakistan, en Afghanistan et ailleurs, depuis les fermiers jusqu'aux experts des Nations Unies surveillant la production de drogues, nie ces allégations.» Voir Jason Burke, *op. cit.*, p. 19.

⁵¹ Donald J. Hanle, *op. cit.*, p. 3.

⁵² Richard Pipe, «Give the Chechens a Land of Their Own», *The New York Times*, 9 septembre 2004, p. A33.

⁵³ Norman Podhoretz, «World War IV: How it Started, What it Means, and Why We Have to Win», *Commentary*, septembre 2004, p. 18.

la lutte de al-Qaida est, paradoxalement, souvent présentée comme manquant de rationalité. Cette explication met en exergue une violence aveugle et l'attribue au nihilisme présumé de l'organisation et à son rejet de la modernité. En dépeignant Ben Laden et Al-Zawahiri comme des individus déterminés à faire de grands ravages, une telle perception opère une réduction de la campagne militaire de cette puissante entité politique, la décrivant comme une entreprise gratuite. Ainsi, un analyste soutient que «les attaques sur New York et sur le Pentagone n'étaient pas planifiées et n'avaient pas d'objectif précis. Elles faisaient plutôt partie d'un assaut général des extrémistes musulmans déterminés à détruire les civilisations non islamiques. Dès lors, la guerre de l'Amérique contre al-Qaida n'est pas négociable.»⁵² Pour un autre, «l'objectif principal [de l'ennemi] n'est pas de tuer le plus d'Américains possible ni de conquérir notre pays. Comme les Nazis et les Communistes avant lui, il est voué à détruire toutes les choses positives que l'Amérique incarne.»⁵³ Comme le note Paul Gilbert, «loin d'être irrationnels, les extrémistes peuvent rationnellement calculer que leurs fins politiques requièrent de rompre avec les politiques traditionnelles dont les contraintes les empêcheraient d'atteindre leurs

but. L'on ne devrait point non plus penser systématiquement que les extrémistes sont par tempérament intolérants à d'autres égards.»⁵⁴

Une seconde étiologie des motivations de al-Qaïda qui présente la modernité comme un anathème pour le groupe, insiste sur son discours religieux, décrit comme un culte fondamentaliste. Cette approche avance que al-Qaïda mène une guerre en tous points religieuse contre l'Occident (une sorte de *bellum contra totum populum Christianum* « une guerre contre toute la communauté chrétienne ») et que son Jihad a pour but de rétablir le califat islamique. Non seulement devons-nous remettre en question l'idée que tout mouvement politique qui tient un langage religieux est potentiellement terroriste⁵⁵, mais encore, dans le cas précis, semble-t-il important de relever que la phraséologie islamiste de al-Qaïda est indicative de sa philosophie politique et de son affiliation socioculturelle, pas nécessairement de ses buts politiques immédiats.

En définitive, le conflit entre al-Qaïda et les États-Unis ne porte pas sur la sauvegarde de la pureté et il n'est pas non plus conçu pour faire progresser la religion ou les intérêts de cette dernière. Il comporte indéniablement une dimension religieuse – qui a trouvé un écho du côté américain⁵⁶ – mais elle relève avant tout du contexte spirituel. De plus, le Jihad, en tant que tel, ne peut pas être mis en équation avec le terme « fondamentalisme » forgé en 1920 par le Révérend Curtis Lee Laws (suivant le mouvement initié par les Presbytériens de Princeton). La « guerre Sainte » – tout comme la *Milchemet Mitzvah* des anciens Israélites – est une guerre menée par une force spirituelle ou un combat placé sous les auspices d'une puissance religieuse et pour des intérêts religieux. Le Jihad est une doctrine d'effort spirituel dont l'une des formes d'action peut être militaire; les croisades et le Jihad ne sont pas à strictement parler comparables.⁵⁷ La minimisation et l'occultation du discours politique de al-Qaïda en faveur de visions religieuses surestimées, dissimulent le cœur de la discorde et des désaccords sur le sujet.

Les buts politiques de al-Qaïda doivent, dès lors, être distingués de la rhétorique religieuse, dans la mesure où

⁵⁴ Paul Gilbert, *op. cit.*, p. 85.

⁵⁵ Mahmoud Mamdani, *op. cit.*, p. 37.

⁵⁶ Comme cela est illustré par les déclarations du sous-secrétaire à la Défense des États-Unis, le lieutenant-général William Boykin: « L'ennemi est un ennemi spirituel. Il vient des ténèbres. Cet ennemi est un type appelé Satan... Pourquoi des terroristes sont-ils là pour détruire les États-Unis?... Ils en veulent parce que nous sommes une nation chrétienne. » Voir Lisa Myers et l'équipe de NBC, « Top Terrorist Hunter's Divisive Views », NBC Nightly News, 15 octobre 2003, www.msnbc.com/news/980764.asp?cp1=1#body.

⁵⁷ Michel Villey, *La Croisade – Essai sur la formation d'une théorie juridique*, Paris: Vrin, 1942, p. 21; Peter Partner, « Holy War, Crusade, and Jihad: An Attempt to Define Some Problems », in: Michel Balard (dir.), *Autour de la première Croisade: Actes du colloque de la Society for the Study of the Crusades and the Latin East*, Paris: Publications de la Sorbonne, 1996, p. 333. Voir aussi James Turner Johnson, *The Holy War Idea in Western and Islamic Traditions*, University Park: Pennsylvania State University Press, 1997.

l'islam est une religion sans clergé ni intercesseurs (et donc de hiérarchie faisant intercession) dans laquelle seuls les érudits (les *ulama*) sont respectés pour leurs connaissances. S'il y a quelque fusion entre le *corpus politicum* et le *corpus mysticum*, ni Ben Laden (un chef politique) ni al-Zawahiri (un conseiller stratégique) ne sont des chefs religieux et ne revendiquent ce titre. Bien que leurs propos politiques reposent sur l'*ijtihad* (interprétation des principes légaux révisés à la lumière de l'évolution du contexte historique), leur campagne est telle une guerre « offerte » au profit de la nation islamique (entendu comme un groupe homogène) et de ses intérêts (historiques).

158

D'autres analystes cantonnent les motivations de al-Qaïda à une haine nourrie à l'égard de l'Occident en général et des États-Unis en particulier. Le substrat de cette opinion est constitué de nombreux commentaires entendus ou lus ces dernières années – depuis l'essai à succès de Bernard Lewis « *Roots of Muslim Rage (les racines de la rage islamique)* » à la locution « l'Axe du mal » (initialement « de la haine ») forgée par le rédacteur des discours présidentiels, David Frum, et prononcée en public par George W. Bush en janvier 2002. Le raisonnement consiste à dire que les sentiments de haine censés animer les membres de al-Qaïda et leurs supporters trouvent leur origine *ad hominem* dans un magma d'humiliation personnelle, de frustration et de jalousie. Il en résulte un appel à passer aux actes contre un « démon » qui abhorrerait la démocratie et le « mode de vie » occidental. Dans son message du 30 octobre 2004 au peuple américain, Oussama Ben Laden déclarait que le président George W. Bush avait tort « de dire que nous haïssons la liberté » et d'ajouter : « Si c'est ainsi, qu'il nous explique pourquoi nous ne frappons pas la Suède par exemple. »

Ces écoles de pensée sur al-Qaïda témoignent d'une vision statique et monolithique de ce groupe. La persistance de fausses conceptions (et la commodité des représentations fallacieuses) constitue un consensus stratégique qui repose essentiellement sur un mélange d'éradication de l'ennemi et de conversion idéologique. Face aux limites imposées par pareille téléologie et en regard de l'ambition croissante de al-Qaïda, les raisons politiques qui se trouvent au cœur de la prétention du groupe à jouer un rôle dans les affaires internationales et ses capacités à faire la guerre doivent devenir l'objet d'une attention sérieuse et soutenue.

La primauté du politique

Présentées superficiellement, les explications résumées ci-dessus attribuent les causes de la violence à quelque chose d'autre que ce qu'il en est réellement. Elles épousent la platitude des idées concernant le manque de démocratie dans le monde arabe et elles substituent aux causes politiques des justifications théologiques et

culturelles. Rechercher avant tout l'explication d'une violence politique en termes culturels est une démarche fallacieuse. Il ne s'agit, ici, ni d'une guerre visant à supprimer la démocratie, le monde dit « libre » ou l'Occident, ni même une guerre théologique apocalyptique. La guerre que mène al-Qaïda suit des objectifs politiques déclarés.

La prépondérance des différentes explications trompeuses est particulièrement surprenante, en regard des propos sans équivoque tenus par al-Qaïda concernant les principales raisons de sa guerre contre les États-Unis. Celles-ci ont été annoncées de manière consistante depuis 1996, notamment avec les déclarations de guerre d'août 1996 et février 1998, ainsi que les justifications de poursuite des hostilités en novembre 2002 et en octobre 2004. Depuis les attaques du 11 septembre 2001 sur New York et Washington, Oussama Ben Laden et Ayman al-Zawahiri ont émis, respectivement, dix-huit et quinze messages sur support audio ou vidéo dans lesquels il était demandé aux États-Unis de mettre fin :

159

- à leur présence militaire au Moyen-Orient;
- à leur soutien politique inconditionnel et leur aide militaire à l'occupation par Israël des territoires palestiniens;
- à leur soutien aux régimes corrompus et coercitifs du monde arabe et musulman.

Outre ces accusations d'occupation directe et indirecte, et de complicité de répression, al-Qaïda demande que, de manière générale, les États-Unis cessent de menacer la sécurité des musulmans.

Dans la Déclaration de guerre contre les Américains qui occupent le « Pays des deux lieux saints », le 23 août 1996, al-Qaïda indiquait les raisons qui poussaient l'organisation à avoir recours à la guerre :

« Nous les répertorierons, afin de nous souvenir de chacune. Tout d'abord, depuis sept ans, les États-Unis occupent les terres de l'islam, y compris le lieu le plus saint, la Péninsule Arabique... et ils ont transformé leurs bases dans la péninsule en fer de lance pour combattre les peuples musulmans voisins. Deuxièmement, la grande dévastation infligée au peuple irakien... avec le blocus imposé qui s'est prolongé après la guerre [du Golfe en 1991], la division et la dévastation. Troisièmement, le but est aussi... de détourner l'attention de l'occupation de Jérusalem... Tous ces crimes... commis par les Américains, constituent une déclaration évidente de guerre... et à travers toute l'histoire islamique, les savants sont unanimes sur le fait que le Jihad est un devoir individuel à accomplir, si un ennemi détruit les pays musulmans. » (Nous soulignons)

Deux ans plus tard, le 23 février 1998, dans la Déclaration de guerre énoncée par Oussama Ben Laden et les chefs du Front islamique mondial (*Al-Jabha al-Islamiya al-'Alamiya*), il est précisé que:

«Depuis près de sept ans, les États-Unis occupent les terres les plus sacrées de l'islam, pillant ses ressources, dictant leurs lois aux dirigeants locaux, humiliant leurs peuples, terrorisant leurs voisins, et transformant leurs bases dans la péninsule en fer de lance pour combattre les peuples musulmans environnants. Vous terroriser parce que vous portez des armes dans notre pays est un devoir légitime et requis par la morale. C'est un droit légitime.» (Nous soulignons)

160

Suite aux attaques sur New York et Washington et le début du conflit en Afghanistan, Ben Laden déclarait dans une interview accordée le 6 novembre 2001 au journaliste pakistanais Hamid Mir: «Si les Musulmans n'ont pas la paix, les Américains ne l'auront pas non plus. C'est une formule très simple... C'est la formule vivre et laisser vivre.»⁵⁸

Un an plus tard, le 12 novembre 2002, Ben Laden a publié un message «aux peuples dont les pays sont entrés dans la coalition avec l'administration américaine», dans lequel il a articulé plus en détail cette *lex talionis* (loi du talion) et le principe de réciprocité qui sont au cœur du conflit:

«La voie de la sécurité commence avec le déplacement de l'agression et la justice stipule d'appliquer le même traitement. Ce qui s'est passé depuis les attaques sur New York et Washington et jusqu'à ce jour, comme la mort des Allemands en Tunisie, celle des Français à Karachi, et l'attentat du tanker pétrolier français au Yémen, la mort des Marines au Koweït, celle des Anglais et des Australiens dans les explosions de Bali et dans la récente opération à Moscou, ainsi que de quelques opérations ici et là, sont une réaction et une mesure de rétorsion, œil pour œil... Si vous avez été attristé et épouvanté par le spectacle de vos morts et de ceux de vos alliés... souvenez-vous de nos morts... Combien de temps encore devrions-nous être les seuls à subir massacre, destruction, expulsion, le fait d'être orphelin et le veuvage, alors

⁵⁸ Oussama Ben Laden, interview de Hamid Mir, *Dawn* (Pakistan), 6 novembre 2001.

⁵⁹ Oussama Ben Laden, message enregistré sur support audio et diffusé par al-Jazira, le 12 novembre 2002.

*que la paix, la sécurité et la joie restent votre monopole exclusif... C'est une situation injuste. Il est grand temps que nous devenions égaux. Ainsi, comme vous tuez, vous serez tués et comme vous bombardez, vous serez bombardés; attendez de voir ce qu'apporte la calamité.»*⁵⁹ (Nous soulignons)

L'apparition et la concrétisation de cette pensée n'ont pas encore été analysées de manière appropriée et complète. Comme nous l'avons précédemment souligné, la nature de al-Qaïda, en tant que nouveau type d'acteur ayant un programme politique et menant des opérations militaires, n'a pas été saisie dans son intégralité. Au contraire, ses buts politiques ont été déformés ou atténués et sa marque distinctive réduite au «terrorisme». Depuis de nombreuses années, une discipline, «la terrorologie», a ainsi vu le jour et par son biais, la notion de «terrorisme» est employée non en réponse à un embarras honnête à propos du monde réel mais en réponse à des pressions idéologiques dont les dogmes fondamentaux sont habilement insinués à travers des mises au point sélectives, des omissions et des descriptions biaisées⁶⁰.

161

A contrario, le terrorisme est une tactique choisie pour atteindre un but stratégique. Ainsi il est principalement un moyen spécifique d'emploi massif de la force et, par conséquent, il représente une forme de guerre⁶¹. Depuis les Zélotes juifs (qui enrôlaient des tueurs professionnels connus sous le nom de *Sicaires*) aux Assassins musulmans (*Ismaili fedayin*) en passant par les *Jacobins* français (de la «grande Terreur»⁶² de Robespierre), les anarchistes russes (comme le groupe anti-tsariste *Narodnaya Volyia*), les révolutionnaires chinois, les nationalistes algériens, palestiniens et irlandais, les séparatistes basques, la subjectivité fondamentale a persisté pour expliquer ce qui peut le plus simplement être décrit comme «l'emploi de la force pour faire avancer une cause politique qui implique de tuer des civils».

Cette composante politique centrale et la subjectivité qui lui est inhérente ont certainement conduit à une paralysie de la définition, dans laquelle le processus d'usage de la force (par des groupes para-étatiques et, de même, par des États) pour atteindre des buts stratégiques et politiques n'est pas considérée comme une forme de guerre.

⁶⁰ Alexander George, «The Discipline of Terrorology», in A. George (ed.), *Western State Terrorism*, London: Polity Press, 1991, pp. 92-93.

⁶¹ Comme un analyste l'a écrit, «le terme «terrorisme» est généralement employé à mauvais escient. Il est employé dans son sens général comme un raccourci par les gouvernements et les médias et a recouvert toute une variété d'actes et d'occurrences... Le terrorisme, s'il n'est rien d'autre, est violence ou menaces

de violence, mais il n'est pas une violence exempte de signification, comme quelques observateurs l'ont relevé. Habituellement, quand il est employé dans un contexte politique, il représente une série d'actions calculées, destinées à intimider et à semer la peur au milieu d'une population ciblée, afin de produire une atmosphère envahissante d'insécurité, un contexte d'angoisse largement répandu. Une campagne terroriste qui provoque un seuil de peur significatif parmi la population ciblée

atteindra son but. Dans certains cas, le terrorisme est potentiellement une stratégie plus efficace qu'une guerre conventionnelle ou une guérilla, spécialement du point de vue du rapport coût-bénéfice. Cependant, contrairement à d'autres formes de guerre, le but du terrorisme n'est pas de détruire la partie adverse mais de briser sa volonté. Voir Neil C. Livingstone, *The War against Terrorism*, Lexington, Massachusetts: 1982, p. 4.

⁶² En français dans le texte.

Or, « si vraiment un type de terrorisme est une guerre, alors il en découle qu'il s'adosse aussi aux mêmes principes de guerre immuables en tant que manifestation la plus classique de ce phénomène. Si tel est le cas, ce type de terrorisme qu'on qualifie de forme de guerre pourrait – devrait même – être étudié comme tel. »⁶³ Sean Anderson et Stephen Sloan remarquent que :

« La condamnation du terrorisme sous couvert de morale rend difficile sa compréhension dépassionnée et objective, et la tentative même d'étudier le terrorisme sans condamnation immédiate peut être perçue comme acceptation tacite de ce qui est jugé comme pernicieux et répréhensible. Les questions dérangeantes concernant la moralité sont parachutées au cœur du débat, déjà intense, autour de la nature du terrorisme. Les rivalités d'interprétation quant à sa définition ajoutent encore à la complexité du débat. »⁶⁴

Georges Abi-Saab résume l'énigme ainsi :

« Tous les efforts internationaux depuis des décennies, de la Ligue des Nations aux Nations Unies, pour élaborer une convention intelligible contre le terrorisme (et non contre des actes spécifiques de terrorisme) ont jusqu'ici échoué en raison de l'absence

⁶³ Donald J. Hanle, op. cit., p. xiii, (souligné par l'auteur).

⁶⁴ Sean K. Anderson et Stephen Sloan, *Historical Dictionary of Terrorism*, London: Scarecrow, 2002, p. 1. Voir aussi Bruce Hoffman, *Inside Terrorism*, New York: Columbia University Press, 1998, spécialement pp. 13-44.

⁶⁵ Georges Abi-Saab, « There is No Need to Reinvent the Law », *A Defining Moment: International Law Since September 11, Crimes of War Project*,

www.crimesofwar.org/sep-mag/sept-abi-printer.htm.

En 2004, le rapport sur les menaces, défis et changements du panel de haut niveau du secrétariat général des Nations Unies a tenté de donner une définition spécifique du terrorisme. Voir *A More Secure World: Our Shared Responsibility*, pp. 51-52, www.un.org/secureworld/report2.pdf.

d'une définition juridique commune de ce qu'est le terrorisme, un acte terroriste ou un groupe terroriste. Ceci n'est pas dû à une quelconque impossibilité technique de formuler une telle définition mais à l'absence d'une opinion juris universelle, notamment à propos de la classification de ce crime comme *ratione personae*. Pour parler sans détour, les puissances dominantes insistent pour limiter le crime à des acteurs privés, excluant de cette définition les acteurs étatiques; les autres États, au contraire, insistent pour inclure les acteurs étatiques, et quelques-uns voudraient exclure les combattants qui luttent pour l'indépendance. »⁶⁵

En ce sens, « aucune somme d'arguments légaux ne persuadera un combattant de respecter les règles dont lui-même n'a pas bénéficié... Cette impossibilité psychologique est la conséquence d'une contradiction fondamentale en termes de logique formelle... Il est impossible de demander à un adversaire de respecter les lois et les

coutumes de guerre, alors qu'en même temps, on déclare que chacun de ses actes sera traité comme un crime de guerre, simplement parce qu'il a eu lieu dans un contexte de guerre d'agression.»⁶⁶

Dans le cas présent, le terrorisme a été choisi par al-Qaïda comme réaction à l'absence de réciprocité politique dans sa guerre contre les États-Unis et à une évolution asymétrique des méthodes de combats. Ignorer cette dimension, c'est ne pas comprendre que si al-Qaïda parvenait à un équilibre de capacités militaires avec son adversaire, elle aurait, selon toute vraisemblance, recours à un armement conventionnel. Aussi, «le terrorisme moderne qui a recours aux attentats-suicide est analogue aux instances de coercition internationale. Pour les États, la force aérienne et les sanctions économiques sont souvent les armes préférées. Pour des groupes terroristes, les attentats-suicide sont devenus l'instrument coercitif.»⁶⁷

De plus, pour bien comprendre le phénomène étudié, il est nécessaire de prendre en considération la nature réactive du combat de al-Qaïda et la transformation relative d'un mouvement qui visait initialement à la réforme d'un groupe d'États. Ainsi, c'est moins la violence qui caractérise ce mouvement que le contenu idéologique de son message, et, comme nous l'avons souligné, le fait qu'il ait accouché d'une nouvelle approche visant à se substituer à l'État. En ce sens, le programme original en six points de la confrérie des Frères Musulmans (*Al-Ikhwān al-Mouslimīn*), fondée par Hassan al-Banna en mars 1928 au Caire, avait pour objet le développement d'une organisation sociale n'ayant pas recours à la violence. C'est seulement à la suite de la défaite des armées arabes contre Israël en 1948 que le mouvement s'est tourné vers la lutte armée. De même, les deux principales forces qui, ultérieurement, fusionneront sous la forme de al-Qaïda à la fin des années 80 – les divers groupes arabes engagés comme volontaires pour aider les Afghans contre les Soviétiques et les groupes islamistes égyptiens – déclarent être motivés par la nécessité de combler un vide: concrètement celle de la sécurité de leurs coreligionnaires (localement et à l'étranger) que les gouvernements arabes et musulmans avaient échoué de

⁶⁶ François Bugnion, «Just Wars, Wars of Aggression, and International Humanitarian Law», *International Review of the Red Cross*, Vol. 84, N° 84 (septembre 2002), p. 538.

⁶⁷ Robert A. Pape, «The Strategic Logic of Suicide Terrorism», *American Political Science Review*, Vol. 97, N° 3, août 2003, p. 344. Recensant les 188 attentats-suicide qui se sont déroulés dans le monde entre 1980 et 2001 (95% de ceux-ci faisaient partie de campagnes organisées et cohérentes), Pape conclut: «La logique fondamentale de cette stratégie est simple: l'attentat-suicide essaie d'infliger assez de souffrance à la société opposée, afin de briser leur envie de résister à la demande des terroristes et ainsi d'obliger tout gouvernement à faire des concessions ou à la population de se révolter contre ce dernier. Le trait commun à toutes ces campagnes d'attentats-suicide est qu'elles infligent des châtements à la société rivale soit directement en tuant des civils soit indirectement en tuant des militaires dans des circonstances qui ne conduisent pas à une victoire significative sur le champ de bataille» (Robert A. Pape, *op. cit.*, p. 346).

manière caractéristique à assurer (à l'exception de quelques cas de soutiens rhétoriques ou financiers)⁶⁸.

Ayman al-Zawahiri explique ainsi la logique et les résultats espérés par al-Qaïda de cette guerre:

« Si les obus de la guerre atteignent leurs maisons et leurs corps, ils porteront des accusations contre leurs agents pour savoir qui est responsable de cela. Dans ce cas, ils devront faire face à une alternative amère : soit personnellement mener la bataille contre les Musulmans, ce qui signifie que la bataille tournera incontestablement à un Jihad, soit reconsidérer leurs projets après la reconnaissance de leur faiblesse lors de la confrontation brutale et violente avec les Musulmans. Pour cette raison, nous devons livrer la bataille sur le sol de l'ennemi pour brûler les mains de ceux qui mettent à feu et à sang nos pays. »⁶⁹

En résumé, al-Qaïda ne tient entre ses mains pas tant les armes et le recours à la force que la conduite d'une politique régionale et étrangère. À une époque où les mouvements islamistes occupaient une place privilégiée dans le monde arabe et musulman, marquant les limites des timides tentatives de démocratisation des années 90, la légitimité de type religieux de al-Qaïda a grandement simplifié la traduction de son message politique en termes de préoccupations locales. De ce point de vue, le combat de al-Qaïda était historiquement inévitable et il laissera probablement une profonde empreinte dans la géopolitique de la région dans les prochaines décennies.

⁶⁸ Ayman al-Zawahiri a suivi les enseignements de l'islamiste égyptien Sayyid al-Qutb qui était d'avis qu'en dernière analyse, seule la force physique pouvait écarter les obstacles politiques, sociaux et économiques à l'établissement d'une communauté islamique. Voir Montasser al-Zayyat, *The Road to al Qaeda - The Story of Bin Laden's Right-Hand Man*, London: Pluto Press, 2004, pp. 24-25. Comme idéologue du radicalisme islamiste contemporain, Qutb a développé ces idées durant une visite aux États-Unis à la fin des années 40. Voir son ouvrage *Signposts* « signes de pistes » (Ma'alim fi al-tariq), Beirut: The Holy Koran Publishing House, 1980. Le frère de Qutb, Mohammad, était l'un des professeurs de Oussama Ben Laden à l'Université de Jeddah au milieu des années 70.

⁶⁹ Ayman al-Zawahiri, « Knights under the Prophet's Banner », extrait de *Al-Sharq al-Awsat*, 2 décembre 2001.

Bilan et perspectives

Cette recherche montre que le conflit opposant les États-Unis (et leurs alliés) à un groupe armé transnational, non étatique, connu sous le nom de al-Qaïda, demeure problématique sous plusieurs angles, éclairant des lacunes politiques et des défis juridiques. Nul consensus constructif et international n'existe autour de ce problème de premier plan qui reste dans le giron d'une phraséologie militaire dichotomique.

Nous avons vu que l'effet combiné d'un contexte modifié, d'un nouveau type d'acteurs et des politiques d'exceptions ont eu pour effet de diminuer l'autorité du droit international qu'un discours politique et légal est venu rationaliser. L'exemple le plus saillant reste la « guerre contre le terrorisme ». Comme l'a déclaré le président George W. Bush en janvier 2002, « notre guerre contre la terreur commence avec al-Qaïda, et elle ne prendra fin... qu'au moment où chaque groupe terroriste aux ramifications internationales aura été trouvé, arrêté et défait ». Cette « guerre » est un concept inexact, puisque quasiment aucun groupe non membre de al-Qaïda n'a été pris pour cible.

Notre propos a été d'indiquer qu'en dernière analyse al-Qaïda illustre l'évolution de l'art de la guerre en même temps qu'elle introduit de nouveaux schémas de conflits. L'analyse a cherché à décrire la manière dont ce nouveau type d'acteurs concevait et conduisait la guerre, à savoir une compréhension dynamique des règles du jeu qui le place en dehors du giron du droit humanitaire international et sa sémantique auto-alimentée, des obligations *erga omnes* et des codifications prévues. À partir des principes de substitution et de non-discernement, al-Qaïda a élaboré une doctrine de distinction fondamentale entre le *jus ad bellum* et le *jus in bello*.

En conclusion, nous avons soutenu que, malgré des changements historiques, le débat politique continue d'être déformé par des analyses auto-référentielles qui, pour la plupart, ont ignoré la nouveauté des enjeux. Les analogies médicales (un groupe armé présenté comme un virus) et les perspectives d'imposition ont en particulier conduit à des impasses conceptuelles et tactiques, soulignant la nécessité d'une approche plus précise sur un sujet autour duquel les conjectures abondent. Il est donc d'une nécessité urgente d'internationaliser le débat et de prendre en compte l'intégralité des faits concernant le sujet.

Pour sortir de cette impasse

Comment faire cesser la guerre entre al-Qaïda et les États-Unis? L'issue de la confrontation est incertaine. Ce qui est certain est qu'aucune des parties ne peut défaire l'autre. Les États-Unis sont incapables de contrôler un mouvement diffus,

perpétuellement en mutation et organisé sous forme d'armée internationale dont la lutte jouit de la sympathie d'un grand nombre de musulmans. Si, en tant qu'ennemi redoutable, al-Qaïda peut, pour sa part, remporter des victoires tactiques sur les États-Unis et leurs alliés, il ne peut pas mettre en déroute l'unique superpuissance de la planète.

Traditionnellement, les guerres prennent fin avec la victoire de l'un des adversaires qui parvient à imposer sa volonté. Ainsi, « si, d'une part, un groupe para-étatique n'a aucun espoir d'obtenir une supériorité militaire sur ses adversaires et que, d'autre part, un État ou groupe d'États a également peu d'espoir de mettre fin aux opérations de l'ennemi par une démonstration de sa supériorité militaire, alors comment les opérations de l'un ou de l'autre peuvent-elles être jugées proportionnées ou pas aux objectifs purement militaires, si tant est qu'elles puissent l'être ? »⁷⁰

166

⁷⁰ Paul Gilbert, *op. cit.*, p. 91.

⁷¹ Rashid Khalidi relève: « Ceci soulève la question rarement posée de savoir si les bases américaines dans les pays où elles ne sont pas désirées par la population locale augmentent ou diminuent la sécurité des États-Unis et à plus long terme celle du peuple américain, et si elles servent à prévenir le terrorisme ou si plutôt elles l'encouragent. Si cette question était posée, ce qui est quelque chose d'extrêmement délicat à faire dans l'atmosphère de Washington DC... cela pourrait avoir des conséquences révolutionnaires sur la stratégie et la sécurité américaines » (Rashid Khalidi, *Resurrecting Empire – Western Footprints and America's Perilous Path in the Middle East*, Boston: Beacon, 2004, p. 54).

⁷² Par exemple, la Commission du 11 septembre conclut que « [le groupe de al-Qaïda] n'est pas un partenaire avec lequel les Américains peuvent marchander ou négocier. Avec lui, il n'y a aucune base commune – pas même pour le respect de la vie – pour entamer le dialogue. Il doit être purement et simplement détruit ou complètement mis hors jeu. » Voir *The 9/11 Report*, p. 362.

Deux aspects constituent la pierre de touche de ce conflit politique: jusqu'où al-Qaïda peut aller pour arriver à ses fins et faire en sorte que les États-Unis, sous l'administration George W. Bush ou sous une autre, modifient leur politique au Moyen-Orient et plus généralement à l'égard des musulmans? Jusqu'où les États-Unis peuvent aller pour que cessent les attaques de al-Qaïda sur leur pays et ceux de leurs alliés? La question nodale est la suivante: les États-Unis sont-ils préparés à repenser quelques-unes de leurs options de politique étrangère pour que al-Qaïda reconsidère le *casus belli*?⁷¹

Le credo « les terroristes ne doivent pas être récompensés » ne peut pas facilement s'appliquer à la situation présente. Ces « terroristes » sont *de facto* des combattants, et la justice, plus que toute autre récompense matérielle (contrairement aux mercenaires, aux vigiles ou aux criminels) est ce à quoi ils aspirent. Soutenir dogmatiquement l'illégitimité de al-Qaïda en tant qu'ennemi contribue à la perpétuation du déséquilibre dans la définition du conflit. En d'autres termes, seule une partie peut unilatéralement décider du début, de la configuration et de la fin des hostilités⁷². Dès lors, l'examen des injustices apparaît comme un processus inévitable que l'art de gouverner de manière responsable réclame.

Un processus politique peut-il alors être sérieusement pris en considération? Il y a, à vrai dire, des facteurs à la fois encourageants et décourageants. Au-delà des vies et du temps, que peuvent gagner les belligérants dans ce type de transaction fictive? Quels horizons est-il possible d'explorer légitimement et significativement? Qu'est-il possible d'accepter, de part et d'autre, pour résoudre le conflit? Il y a quinze ans, Martin Van Creveld écrivait:

«Si, comme cela semble être le cas, l'État ne peut pas se défendre efficacement dans un conflit de basse intensité interne ou externe, alors il n'a clairement pas d'avenir devant lui. Si l'État prend un tel conflit au sérieux, alors il devra gagner d'une façon rapide et décisive. Car dans le cas contraire, le processus de la lutte lui-même sapera les fondements de l'État – et en effet la peur d'initier ce processus a constitué un facteur majeur de la réticence de plusieurs pays occidentaux à s'engager dans la lutte contre le terrorisme. Ce n'est certainement pas un scénario imaginaire; aujourd'hui même, en de nombreux endroits de la planète, les dés sont sur la table et le jeu a déjà commencé [...] Ces dernières décennies, des forces armées régulières... ont été tenues en échec à plusieurs reprises lors de nombreux conflits de basse intensité où elles semblaient pourtant détenir toutes les cartes. Ceci aurait dû conduire les politiciens, l'armée et leurs conseillers scientifiques à regarder plus en profondeur ou de plus près la nature de la guerre contemporaine. Cependant, dans l'ensemble, aucune tentative de réévaluation n'a été faite. Prisonniers de ces cadres d'analyse stratégique littéralement indiscutés, les perdants ont, à maintes reprises, expliqué leur défaite en invoquant des circonstances atténuantes.»⁷³

167

Les précédents historiques corroborent l'idée de l'inéluçabilité d'une résolution politique de tout conflit opposant des acteurs étatiques et non étatiques. Dans les années 50 et 60 en Algérie, le Front de Libération nationale (FLN) qui s'opposait violemment au gouvernement français (par l'usage indiscriminé de campagnes d'attentats à la bombe dans les villes) était considéré comme une organisation terroriste par les autorités coloniales françaises et son éradication (au moyen de la torture, d'exécutions sommaires et de répressions de masse) avait été poursuivie jusqu'à ce qu'une entente politique aboutisse entre les représentants du FLN et les officiels français à Évian, en mars 1962. En Irlande du Nord, c'est suite à un changement tactique survenu au milieu des années 80 que des approches aussi brutales qu'inefficaces (incluant des emprisonnements) furent abandonnées au profit d'initiatives au niveau politique.

Un des précédents immédiats dans la guerre que mène al-Qaïda confirme tacitement cette approche. «En frappant

⁷³ Martin Van Creveld, *op. cit.*, p. 198 et p. 222.

l'Espagne à la veille des élections, les militants ont envoyé un message aux gouvernements occidentaux, leur signifiant que leur présence au Moyen-Orient allait engendrer un coût politique et humain élevé.»⁷⁴ De fait, l'altération d'une politique perçue comme anti-musulmane a conduit à une cessation des hostilités de la part de al-Qaïda. Le renversement du gouvernement espagnol de M. Aznar, perçu comme n'agissant pas en fonction des choix démocratiques locaux, et son remplacement par un gouvernement qui a opté pour des relations différentes avec le monde arabe et musulman a poussé al-Qaïda à annoncer la cessation de ses opérations à l'encontre de l'Espagne. Cela a été immédiatement suivi par une proposition de trêve faite aux pays européens dans leur totalité, à condition qu'ils retirent leurs troupes d'Irak et cessent de s'ingérer dans les affaires musulmanes⁷⁵. De son côté, la Grande-Bretagne qui a rejeté l'offre de trêve a été attaquée le 7 juillet 2005.

Enfin, la possibilité de démarches a déjà été divulguée par l'une des parties, et des indices sur l'éventualité d'une entente déclarés. Oussama Ben Laden l'a explicité en 2002: «Suivant que l'Amérique fait s'aggraver ou pas ce conflit, nous répliquerons en conséquence.»⁷⁶ À la lumière de ceci, un professeur de stratégie de défense à l'École navale supérieure des États-Unis écrit:

⁷⁴ Jason Burke, «Think Again: Al Qaeda», *Foreign Policy*, mai-juin 2004, p. 20.

⁷⁵ Oussama Ben Laden, «Proposal for a Peace Treaty», 15 avril 2004, sur le site internet: www.memri.org/bin/articles.cgi?Page=archives&Area=sd&ID=SP69504. Ben Laden déclare: «...[E]n réponse aux développements positifs qui ont été exprimés dans les récents événements et par les sondages de l'opinion publique qui montrent que la plupart des Européens veulent la paix... Par suite de cela, je leur offre un traité de paix; le fondement de celui-ci est notre engagement à stopper les actions contre tous les pays qui s'engagent eux-mêmes à ne pas attaquer les musulmans ou intervenir dans leurs affaires.»

⁷⁶ Oussama Ben Laden, message audio diffusé par al-Jazira, le 6 octobre 2002.

«Réaliser que l'on peut perdre peut encourager aux négociations... [Cela] suppose que nous sommes confrontés à des choix importants sur le front principal de la guerre contre le terrorisme. Nous devons soit combattre al-Qaïda par de nouveaux moyens ou alors entamer des négociations diplomatiques avec elle. Peut-être faut-il faire les deux à la fois... [Une n]égociation est plus importante avec ces réseaux parce qu'ils sont plus difficiles à combattre pour nous. Faire la guerre contre eux nécessite d'inventer de nouvelles tactiques qui diffèrent radicalement de celles que nous employons traditionnellement contre les armées nationales... [N]ous devons accepter qu'il puisse ne jamais y avoir de traité signé, mais qu'il pourrait s'agir d'un accord tacite de tous les combattants, après lequel les attentats-suicides cesseraient presque entièrement et les États-Unis entameraient un retrait des pays musulmans. De toute façon, les deux parties ont dit qu'elles désiraient ce retrait.»⁷⁷

Pour autant, les deux parties sont en position de force et semblent, toutes deux, être entrées dans le conflit sans vision claire de sa conclusion. En quelques années, les États-Unis sont apparus comme un empire global et puissant. Al-Qaïda, pour sa part, a remporté d'importantes victoires tactiques et a commencé à constituer à ce jour «la menace immédiate la plus sérieuse des États-Unis»⁷⁸. En somme, aucun des adversaires n'est sous pression au point de devoir mettre fin au conflit.

Comme le remarque un analyste, «l'incapacité à apprécier l'existence d'un dénominateur commun dans le fonctionnement des communautés politiques – même lorsque celles-ci dénotent des dysfonctionnements – est le résultat d'un dangereux intellectualisme qui cherche des principes dans des discours plutôt que dans des actions ou actes». Largement décriée, une démarche de conformité paraît pourtant incontournable pour résoudre ce conflit. Al-Qaïda est «un ennemi complètement rationnel, motivé par des causes aussi importantes que celles qui animent les Américains. Il est déterminé... à défendre sa propre liberté dans les pays musulmans; il est lourdement armé et possède une équipe d'une compétence supérieure, en matière de stratégies d'armement de la quatrième génération, à celle dont sont dotés les Américains.»⁷⁹

Le succès du projet de Oussama Ben Laden est à la mesure de son ambition. Cette réussite a notamment confirmé le fait que, s'appuyant sur leur force morale, des cellules décentralisées et plus faibles peuvent rivaliser avec une puissance militaire plus forte. En cinq ans, Ben Laden est devenu la personnalité arabe la plus puissante et la plus respectée, supplantant les vingt-deux chefs d'État arabes, et se présentant désormais comme «l'aîné des hommes d'État pour une nation musulmane sans frontière»⁸⁰. Bien qu'il y ait des points de vue discordants à son sujet, aucun intellectuel musulman influent n'a osé contredire Ben Laden publiquement. Malgré cela, l'attrait de celui-ci

⁷⁷ (Note de la p. 168.) John Arquilla, «The Forever War – The Fight Against Terrorism Could Go on Indefinitely Unless the U.S. Adopts Imaginative New Strategies», *The San Francisco Chronicle*, 9 janvier 2005, p. C-1. Pour un arrière-plan politique plus large sur cette manière de pensée, voir Michael Ware, «Talking with the Enemy – Inside the Secret Dialogue between the US and Insurgents in Iraq», *Time*, 20 février 2005; Susan B. Glasser, «Review May Shift Terror

Policies», *The Washington Post*, 29 mai 2005, p. A1, et Hala Jaber, «US in Talks with Iraq Rebels», *The Sunday Times*, 26 juin 2005, p. 1.

⁷⁸ Brian Michael Jenkins, *Countering Al Qaeda – An Appreciation of the Situation and Suggestions for Strategy*, Santa Monica, California: Rand, 2002, p. vii.

⁷⁹ Jonathan Raban, «The Truth about Terrorism», *The New York Review of Books*, Vol. 52, N° 1,

13 janvier 2005, p. 24. Comme le remarque Michael Scheuer, «la menace que représente Oussama Ben Laden repose sur la cohérence et la consistance de ses idées, leur articulation précise et les actions de guerre qu'il entreprend pour mener à bien ses objectifs» (Michel Scheuer, *op. cit.*, p. xvii).

⁸⁰ Don Van Natta Jr, «Sizing Up the New Toned-Down Bin Laden», *The New York Times*, 19 décembre 2004, p. 1 et p. 6.

n'est pas religieux et la planification de la guerre de al-Qaïda est incontestablement politique et concerne la préservation de la sécurité de tout musulman.

Comme toute guerre, la lutte contre «les terroristes» nécessite de savoir où l'on va. En l'espèce, cela nécessite surtout la connaissance des griefs collectifs sur lesquels ils ancrent leurs actions violentes, décrites comme des actions politiques en réponse à des problèmes spécifiques. Une analyse objective qui prend en compte l'ensemble des données textuelles aboutit à la conclusion que al-Qaïda pourrait cesser ses hostilités contre les États-Unis et certainement mettre un terme à la guerre déclarée à ce pays en 1996 et en 1998, si, en contrepartie, il obtenait des satisfactions à propos des injustices qu'il dénonce.

170

En l'absence d'une dynamique d'engagement politique, pour al-Qaïda, la guerre (comprise comme résistance) demeurera un impératif éthique, comme l'a déclaré Oussama Ben Laden dans son message adressé au peuple américain en octobre 2004: «Se défendre soi-même et punir son agresseur en conséquence, est-ce du terrorisme répréhensible? Si c'est le cas, alors nous ne pouvons y échapper.» ^a

Texte traduit par Anne-Sophie Dalix et Daniel Meier